

**MESSAGE N° 179** 19 janvier 2010  
**du Conseil d'Etat au Grand Conseil**  
**accompagnant le projet de loi sur le sport**  
**(LSport)**

**1. Origine de la proposition et nécessité du projet**

- 1.1 *Les interventions parlementaires*
- 1.2 *Le mandat constitutionnel*
- 1.3 *La politique fédérale en matière de sport*
- 1.4 *L'état de la législation cantonale*
- 1.5 *Le programme gouvernemental*
- 1.6 *Les raisons du choix de la voie législative*
- 1.7 *La nécessité d'une loi cantonale sur le sport*

**2. Présentation générale du projet de loi sur le sport**

- 2.1 *Le projet de concept cantonal du sport*
- 2.2 *Les grands axes du projet de loi*

**3. Résultats de la consultation sur l'avant-projet de loi sur le sport**

- 3.1 *Procédure de consultation et réponses reçues*
- 3.2 *Remaniement de l'avant-projet*

**4. Incidences du projet de loi sur le sport**

- 4.1 *Incidences financières et en personnel*
- 4.2 *Incidences sur la répartition des tâches entre l'Etat et les communes*
- 4.3 *Conformité au droit supérieur*

**5. Commentaires des articles**

**6. Referendum (cf. art. 19 disposition finale)**

**7. Conclusion**

**1. ORIGINE DE LA PROPOSITION ET NÉCESSITÉ DU PROJET**

**1.1 Les interventions parlementaires**

La mise en œuvre d'une législation cantonale sur le sport, d'un concept cantonal du sport, ainsi que l'encouragement des activités et des infrastructures sportives ont fait l'objet de plusieurs interventions parlementaires durant ces dernières années. Dans ses réponses, le Conseil d'Etat a régulièrement attiré l'attention des intervenant-e-s sur le projet de loi sur le sport en cours d'élaboration. Les interventions suivantes trouveront une suite dans le présent projet:

- Postulat Solange Berset/Jacques Bourgeois (221.02) concernant la législation cantonale sur le sport et sa promotion notamment auprès des jeunes;
- Postulat René Thomet/Carl-Alex Ridoré (P2028.08) concernant la réalisation et exploitation d'infrastructures sportives d'envergure cantonale.

Il convient de rappeler que dans ce même domaine le Conseil d'Etat a répondu le 12 novembre 2007 à une question du député Pierre Décaillet (QA 3051.07) concernant le concept du sport du canton de Fribourg et la répartition de la part au bénéfice de LORO-Sport et que le Grand Conseil a refusé le 12 février 2009 la motion Emmanuelle Kaelin-Murith/Jacques Vial (M1046.08) concernant la création d'un fonds d'équipement sportif.

**1.2 Le mandat constitutionnel**

Le 16 mai 2004, le peuple fribourgeois a approuvé sa nouvelle Constitution. L'article 80 a la teneur suivante:

*Art. 80 Sport et loisirs*

*L'Etat et les communes favorisent les loisirs contribuant à l'équilibre et au développement personnels. Ils encouragent la pratique du sport et les possibilités de délassement.*

Cette disposition matérialise la thèse 3.35 de la Commission 3 de la Constituante, chargée des tâches de l'Etat et des finances, qui était inspirée du même esprit. Dans son rapport final, la Commission 3 retenait que l'encouragement du sport devrait aussi faire partie des tâches de l'Etat, ce dans un sens large: «l'Etat ne doit pas seulement verser des subventions à des associations sportives, mais il doit aussi encourager l'activité physique», activité incluant également le sport professionnel. Mais il faut aussi, poursuivait la Commission, que l'Etat «encourage la pratique des loisirs et la possibilité de réserver des zones d'aménagement de loisirs et de délassement».

Le présent projet constitue dès lors la mise en œuvre de cette mission constitutionnelle (voir également le commentaire de l'art. 1 du projet de loi).

**1.3 La politique fédérale en matière de sport**

La législation fédérale, dont le texte principal est la loi fédérale du 17 mars 1972 encourageant la gymnastique et les sports, vise à encourager la gymnastique et les sports dans le but de favoriser le développement de la jeunesse, ainsi que la santé et les aptitudes physiques de la population en général. Elle est complétée par plusieurs ordonnances d'exécution.

La Confédération impose plusieurs tâches aux cantons, à savoir:

- a) dans le domaine de l'éducation physique à l'école:
  - veiller à ce qu'un enseignement suffisant de la gymnastique et des sports soit donné dans les écoles;
  - assumer le perfectionnement des connaissances du personnel enseignant, avec les associations;
  - surveiller l'éducation physique à l'école.
- b) dans le domaine Jeunesse et Sport:
  - organiser le mouvement Jeunesse et Sport sous la direction de la Confédération et en collaboration avec les fédérations et organisations intéressées;
  - assurer, avec les fédérations de gymnastique et de sport, la formation des moniteurs J+S;
  - participer aux frais de l'organisation Jeunesse et Sport;
  - s'ils le souhaitent, conclure une assurance RC.
- c) dans le domaine des installations et des places de sport:
  - veiller à ce que les écoles disposent pour l'enseignement de la gymnastique et des sports des places, installations et équipements nécessaires, qui doivent également servir au mouvement Jeunesse et Sport, ainsi qu'aux organisations s'occupant des sports pour la jeunesse et les adultes.

Le 6 juin 2008, le Conseil fédéral a autorisé le Département de la défense, de la protection de la population et

des sports (DDPS) à lancer une procédure de consultation concernant la révision totale de la loi fédérale encourageant la gymnastique et les sports.

Cette révision s'articule autour des objectifs suivants:

- **Dopage:** renforcer les dispositions pénales contre le dopage afin de préserver la crédibilité du sport.
- **Manque d'activité physique des enfants:** encourager l'ancrage du sport et de l'activité physique dans les habitudes des enfants à partir de 5 ans, afin de prévenir l'augmentation des déficits moteurs et le surpoids chez les enfants, les adolescents et les adultes.
- **Jeunesse+Sport:** introduire via les clubs et les écoles des cours J+S destinés aux enfants de plus de 5 ans, le système d'encouragement ayant déjà fait ses preuves.
- **Sport scolaire:** réglementer, en accord avec les cantons, le nombre minimal d'heures d'éducation physique à l'école et définir les critères qualitatifs pour son enseignement ainsi que pour la formation des enseignant-e-s de sport.
- **Encouragement du sport et de l'activité physique pour tous les groupes d'âge et tous les niveaux de performance:** développer et soutenir des offres destinées à inciter la population à faire du sport et à pratiquer régulièrement une activité physique.
- **Sport de performance:** maintenir le soutien de la Confédération selon le principe de subsidiarité en mettant l'accent sur la formation des entraîneurs/euses et la formation de la relève.
- **Respect des valeurs du sport:** encourager les mesures de lutte contre les abus et le harcèlement.
- **Aides financières:** garantir, via des contrats de prestations, une utilisation efficace et efficiente des ressources affectées à l'encouragement du sport et de l'activité physique.
- **Protection des données:** créer, en parallèle à la révision de la loi fédérale encourageant la gymnastique et les sports, de nouvelles bases légales pour le traitement électronique et l'échange électronique d'informations contenant des données personnelles (loi fédérale sur les systèmes d'information de la Confédération dans le domaine du sport, LSIS).

La procédure de consultation a pris fin le 30 octobre 2008. 107 participants ont donné leur avis. Il en ressort que le système d'encouragement mis en œuvre jusqu'à présent a fait ses preuves. Le 11 novembre 2009, le Conseil fédéral a approuvé le message concernant la loi fédérale sur l'encouragement du sport et la loi fédérale sur les systèmes d'information de la Confédération dans le domaine du sport et l'a transmis au Parlement.

Le présent projet est conforme aux nouveautés et à la terminologie contenues dans le projet de révision totale de la loi fédérale du 17 mars 1972 encourageant la gymnastique et les sports.

#### 1.4 L'état de la législation cantonale

A l'heure actuelle, la législation relative au sport (en général) est répartie sur 8 textes légaux ou réglementaires, que l'on peut regrouper selon les matières suivantes:

Matière	Acte législatif	RSF
Sport scolaire et para-scolaire (y compris constructions scolaires)	Loi du 11 octobre 2005 relative aux subventions pour les constructions d'écoles enfantines, primaires et du cycle d'orientation	414.4
	Règlement du 4 juillet 2006 sur les subventions pour les constructions d'écoles enfantines, primaires et du cycle d'orientation	414.41
	Règlement du 10 septembre 1974 d'application de la législation fédérale encourageant l'éducation physique et les sports dans les écoles	461.11
	Arrêté du 28 décembre 1984 relatif au mouvement Jeunesse et Sport	462.11
Organisation	Arrêté du 6 février 1995 relatif au Service du sport et à la Commission cantonale du sport et de l'éducation physique	460.12
Encouragement du sport	Ordonnance du 1 <sup>er</sup> juillet 2003 concernant le prix sportif de l'Etat de Fribourg	460.13
	Ordonnance du 27 mai 2003 relative au Fonds cantonal du sport	460.21
	Règlement du 15 février 2005 concernant la répartition des fonds du Sport-Toto	463.11

#### 1.5 Le programme gouvernemental

Le présent projet répond à la volonté exprimée par le Conseil d'Etat dans son programme gouvernemental 2007–2011. Parmi les projets législatifs du défi N° 1 («Profiler notre jeunesse comme force vive de Fribourg»), figure une loi cantonale sur le sport. Le défi N° 2 («Améliorer notre qualité de vie») manifeste la volonté du Conseil d'Etat de finaliser le concept cantonal du sport, qui permettra de fixer les objectifs explicites et une organisation appropriée dans les trois domaines que sont le sport scolaire, le sport de loisirs et le sport de performance. Ces objectifs figurent dans le présent projet.

#### 1.6 Les raisons du choix de la voie législative

Dans sa réponse à la question du député Pierre Décaillet (QA 3051.07), le Conseil d'Etat annonçait qu'avant d'adopter le concept cantonal du sport, il présenterait son rapport faisant suite au postulat Solange Berset/Jacques Bourgeois relatif à la «législation cantonale sur le sport et sa promotion notamment auprès des jeunes» (221.02) et qu'un projet de loi cantonale sur le sport ne serait proposé qu'après la présentation de ce rapport.

Après nouvelle réflexion, le Conseil d'Etat a décidé d'élaborer d'abord un projet de loi sur le sport. Le concept cantonal du sport, le rapport sur le postulat et la loi sur le sport participent tous des mêmes objectifs:

- dégager les principes gouvernant l'activité de l'Etat dans le domaine du sport;
- coordonner les interventions des acteurs concernés;
- encourager la création d'infrastructures sportives et optimiser leur répartition et utilisation.

Or, la mise en œuvre de ces objectifs au travers du concept cantonal du sport dépendra des dispositions qui seront inscrites dans la loi, et non l'inverse. En d'autres termes, le concept constituera l'instrument (ou l'un des instruments) qui permettra de mettre en œuvre les principes définis par le législateur. Arrêter un concept qui serait invalidé ensuite par la loi semble inopportun. Ainsi le présent message donne la suite définitive aux postulats

Solange Berset/Jacques Bourgeois N° 221.02 et René Thomet/Carl-Alex Ridoré N° 2028.08.

### 1.7 La nécessité d'une loi cantonale sur le sport

Les textes régissant le sport dans le canton sont répartis dans plusieurs actes législatifs (cf. point 1.4 du présent message). Ils réglementent a minima l'intervention de l'Etat. Il est désormais nécessaire que l'activité de l'Etat dans le domaine du sport soit mieux définie. Les objectifs et les limites de son intervention doivent être posés. Chacun doit désormais savoir quel rôle la collectivité publique entend jouer, tant dans la sphère classique qu'est le sport scolaire que dans les autres secteurs concernés.

Pour mémoire, huit cantons ont adopté un texte de rang légal régissant le sport: Zoug, Appenzell-Rhode Intérieure, Nidwald, Genève, Berne, Neuchâtel, Vaud, Bâle-Campagne.

## 2. PRÉSENTATION GÉNÉRALE DU PROJET DE LOI SUR LE SPORT

### 2.1 Le projet de concept cantonal du sport

En 2004, le Conseil d'Etat a mis en consultation un projet de «Concept du sport du canton de Fribourg» fixant les lignes directrices de la politique du sport, son organisation et ses objectifs. Sa consultation a fait apparaître des résultats très contrastés. Toutefois, un certain nombre de remarques pertinentes ont participé à l'élaboration du présent projet de loi. Le concept lui-même devra être retravaillé sur la base des principes et des objectifs retenus par la nouvelle loi (cf. point 1.6 du présent message et le commentaire concernant l'art. 12 ci-après).

### 2.2 Les grands axes du projet de loi

Lorsqu'on évoque le sujet du sport, plusieurs domaines sont concernés:

- encouragement du sport;
- sport scolaire;
- sport de loisirs;
- sport des seniors;
- sport des handicapés;
- sport de performance;
- mesures antidopage;
- infrastructures sportives;
- aménagement d'espaces sportifs;
- coopération canton – Confédération – communes;
- rapports avec les fédérations et associations sportives;
- bénévolat;
- pratique en matière d'octroi d'autorisations;
- grandes manifestations;
- coordination des interventions des différents acteurs;
- financement des mesures.

Il n'est pas possible, pas plus qu'il n'est souhaitable, de réglementer chacun de ces domaines dans la loi.

En dehors du cadre de l'école, le sport doit puiser sa force et son dynamisme dans l'initiative privée. Bien que né-

cessaire, l'action publique doit demeurer subsidiaire. Il n'appartient pas à l'Etat de régir l'activité des multiples acteurs qui accomplissent des tâches dans le sport de loisirs et de haut niveau (clubs, associations, fédérations, moniteurs et monitrices). Ceux-ci ont besoin de souplesse et de flexibilité pour s'adapter aux circonstances; il ne s'agit pas, par une loi trop précise ou trop contraignante, de les priver de leurs capacités d'action et d'innovation.

Aux yeux du Conseil d'Etat, la loi sur le sport doit donc être une loi-cadre. Elle met en place les conditions cadres permettant aux acteurs concernés de poursuivre leur activité dans les meilleures conditions.

C'est ainsi que les choix suivants ont été faits:

- a) le sport scolaire ne sera pas régi par la loi sur le sport, mais introduit par les plans d'études prévus par la législation scolaire;
- b) les mesures antidopage sont traitées dans la législation fédérale en la matière. Néanmoins, l'article 3 du présent projet (cf. commentaire des articles) les complète en inscrivant d'une manière générale l'engagement de l'Etat et des communes pour le respect de l'éthique et de la sécurité dans le sport, notamment la lutte contre les dérives du sport;
- c) les domaines suivants ont été retenus:
  - sport scolaire facultatif;
  - sport de loisirs;
  - Jeunesse et Sport;
  - infrastructures sportives;
  - manifestations sportives.

## 3. RÉSULTATS DE LA CONSULTATION SUR L'AVANT-PROJET DE LOI SUR LE SPORT

### 3.1 Procédure de consultation et réponses reçues

La procédure de consultation sur l'avant-projet de loi sur le sport a été ouverte le 5 janvier 2009. Jusqu'au 31 mai 2009, cinq Directions consultées ainsi que quatre services concernés de l'Etat, la Conférence des Préfets du Canton de Fribourg, 26 communes et l'Association des communes fribourgeoises, l'Université de Fribourg, six partis politiques, la Commission cantonale du sport et de l'éducation physique, l'Association Fribourgeoise des Sports (AFS), la Fédération romande des consommateurs (FRC), l'Union Fribourgeoise du Tourisme (UFT) et Pro Senectute Fribourg ont rendu un avis sur l'avant-projet.

La majorité des participants à la consultation a approuvé l'orientation générale du projet, notamment la présentation d'une loi cadre qui fixe les objectifs et les limites de l'intervention de l'Etat en matière de sport. Des avis très critiques, voire un rejet du projet ont été exprimés par le parti socialiste (PS), Les Verts, Mouvement Ouverture et l'Union démocratique du centre (UDC) qui revendiquent une loi plus ambitieuse, novatrice et efficace. Les critiques des autres participants concernaient notamment les formulations potestatives, les domaines à réglementer, l'étendue de l'encouragement et du soutien en faveur des activités et des infrastructures sportives ainsi que des questions relevant de l'organisation et du financement des activités étatiques.

### 3.2 Remaniement de l'avant-projet

Le Conseil d'Etat a maintenu les lignes principales de son projet en rappelant son caractère de loi-cadre ainsi que la nécessité des formulations potestatives pour assurer la pérennité des aides financières de la Loterie Romande. Il rappelle que celles-ci ne peuvent pas être allouées à l'exécution d'obligations légales de droit public (cf. art. 5 de la loi fédérale sur les loteries et les paris professionnels). Toutefois, il a tenu compte d'un certain nombre de propositions pertinentes qui ont permis d'améliorer le projet de loi. A part des ajustements relevant de la technique législative et de la terminologie, les points essentiels ci-après ont été modifiés:

- introduction d'un nouvel article 3 inscrivant d'une manière générale l'engagement de l'Etat et des communes pour le respect de l'éthique et de la sécurité dans le sport et pour la lutte contre les dérives du sport;
- inscription du respect des règles du droit de l'aménagement du territoire et de l'environnement en matière de promotion d'espaces de sport de loisirs (art. 6 al. 3);
- renvois à une réglementation d'exécution en ce qui concerne le soutien du sport de performance (art. 7 al. 1), des manifestations sportives (art. 9 al. 3) et l'engagement du Fonds cantonal du sport (art. 10 al. 4);
- possibilité de soutenir des constructions d'installations sportives de niveau national (art. 8 al. 1) et de manifestations sportives d'importance intercantonale (art. 9 al. 1) également;
- inscription du principe du besoin et du fondement sur le concept cantonal du sport en matière de planification et répartition des infrastructures sportives (art. 8 al. 2);
- principe du financement du soutien aux manifestations sportives et du prix cantonal du sport par le Fonds cantonal du sport (art. 10 al. 2 let. b et c);
- représentation de l'organisation faîtière cantonale des associations sportives par quatre membres dans la commission cantonale du sport et de l'éducation physique.

## 4. INCIDENCES DU PROJET DE LOI SUR LE SPORT

### 4.1 Incidences financières et en personnel

#### 4.1.1 Les conséquences financières

La mise en œuvre de certaines dispositions potestatives du projet pourrait entraîner un effort financier de la part de l'Etat. On pense, particulièrement, aux manifestations ou aux infrastructures sportives. Comme le Conseil d'Etat le relève dans sa réponse à la motion Emmanuelle Kaelin-Murith/Jacques Vial, l'Etat a déjà consenti de tels efforts sous l'empire des textes actuels, par exemple pour les patinoires de Marly, Romont, Bulle et Düdingen, le site sportif Saint-Léonard ou la prise en charge de l'entretien et du fonctionnement du Stade universitaire Saint-Léonard. L'Etat continuera à apporter son aide aux investissements en faveur d'infrastructures sportives d'envergure cantonale et nationale, sans cependant participer aux frais d'exploitation. La loi sur le sport constituera désormais la base légale pour les décrets qui seront pris dans ce do-

maine. Le budget général de l'Etat ne subira, quant à lui, aucun changement du fait de l'adoption de cette loi.

#### 4.1.2 Les conséquences en personnel

Le projet n'entraînera la création d'aucun nouveau poste de travail.

### 4.2 Incidences sur la répartition des tâches entre l'Etat et les communes

Les relations entre l'Etat et les communes ne subissent aucun changement. Chaque collectivité agira dans le cadre de ses compétences propres, telles qu'elles sont fixées dans la Constitution et dans la loi.

### 4.3 Conformité au droit supérieur

Le projet de loi concrétise l'article 80 de la Constitution du canton de Fribourg. Il est conforme au mandat constitutionnel, dans la mesure où il crée la base légale permettant d'encourager la pratique du sport et les possibilités de délassement.

Il est également conforme à la révision totale de la loi fédérale encourageant la gymnastique et les sports. Les exigences posées par la législation fédérale sont respectées.

Enfin, le présent projet ne rencontre aucune incompatibilité avec le droit européen.

## 5. COMMENTAIRES DES ARTICLES

### CHAPITRE PREMIER

#### Dispositions générales

##### *Art. 1 But et objet*

L'article 1 est une disposition programme: il entérine les buts qu'une loi sur le sport doit chercher à atteindre. Il s'agit d'encourager et de soutenir les activités sportives de la population à tout âge afin de contribuer au bien-être et au maintien de la santé de celle-ci. Un accent est mis sur un sain développement de la jeunesse. A cet égard, la loi rejoint les buts fixés par la Charte européenne du sport, qui consistent à donner à chaque individu la possibilité de pratiquer le sport. Les autres buts mentionnés à l'article 1 de la Charte, soit la protection des bases morales et éthiques du sport et la préservation de la dignité humaine sont traités d'une manière générale par l'article 3 du présent projet. La lutte contre le dopage et la sécurité dépendent de la législation sur la santé et de celle sur l'ordre public.

La loi a pour objet d'appliquer les exigences posées par la Confédération aux cantons dans le domaine du sport, à l'exception du sport scolaire obligatoire (cf. art. 4). Il s'agit notamment de l'organisation du mouvement Jeunesse et Sport ainsi que de la formation des moniteurs J+S (cf. art. 17).

##### *Art. 2 Subsidiarité de l'intervention de l'Etat et des communes*

Le sport est fondé sur le volontariat. Il procède d'abord de l'initiative privée. Les collectivités publiques ne doivent intervenir dans ce domaine, que si, en raison de circonstances particulières, un intérêt public justifie cette intervention. Toutefois, la restriction qui limite l'intervention



de l'Etat au cadre légal précise qu'elle ne peut s'étendre à toute activité sportive dépourvue de moyen privé. Ce sont ces principes cardinaux qui sont fixés à l'article 2.

### **Art. 3 *Respect des valeurs éthiques et de la sécurité dans le sport***

Cet article programmatique inscrit le principe de l'engagement de l'Etat et des communes en faveur du respect de l'éthique et de la sécurité dans le sport et pour la lutte contre les dérives du sport. Il constitue la base légale pour le soutien ou la collaboration dans le cadre de programmes fédéraux ou privés en la matière. La formulation large englobe la lutte contre tout abus ou violence, mental ou physique, également l'abus de produits et de méthodes visant à améliorer les performances physiques dans le sport (dopage). S'agissant de ce dernier domaine, l'article 3 complète sur le plan cantonal les dispositions fédérales en la matière. Par ailleurs, les aspects spécifiques liés à l'importation et la remise de médicaments utilisés de manière abusive dans le domaine du sport sont régis par les législations fédérale et cantonale en matière de produits thérapeutiques.

## **CHAPITRE 2**

### **Promotion des activités sportives**

Les activités sportives seront encouragées et soutenues, par des moyens différents, dans les trois piliers que constituent le sport scolaire (facultatif), le sport de loisirs et le sport de performance.

#### **Art. 4 *Sport scolaire***

##### **a) Sport scolaire obligatoire**

Pour des raisons de systématique, il a été préféré d'intégrer le sujet du sport scolaire obligatoire dans les plans d'études prévus par la législation scolaire. Ceux-ci regroupent en effet l'ensemble des questions touchant au programme scolaire. Aucun motif ne justifie que le sport scolaire soit traité ailleurs.

En ce qui concerne l'éducation physique, la Confédération et les cantons fixeront ensemble des normes de qualité et de quantité minimales. Actuellement, trois leçons hebdomadaires d'éducation physique sont dispensées au cycle primaire, au secondaire I (dans la totalité des écoles du cycle d'orientation depuis l'année scolaire 2009/10) ainsi qu'au secondaire II (depuis 2009/10, à l'exception du Collège de Gambach et de l'Ecole de culture générale de Fribourg (ECGF), qui attendent la fin des travaux d'agrandissement de leur infrastructure).

#### **Art. 5**

##### **b) Sport scolaire facultatif**

Qu'il s'agisse d'activités artistiques ou sportives, les loisirs extrascolaires ne sont pas traités dans la législation scolaire ou les plans d'études. Aussi le sport scolaire facultatif est-il réglementé dans la loi sur le sport. Les activités sportives pratiquées en dehors des heures d'enseignement complètent l'offre scolaire; à ce titre, elles doivent être encouragées. Elles font le lien et complètent également le sport de loisirs.

L'article 5 a un double objectif. Il laisse d'abord à l'Etat et aux communes la faculté d'organiser le sport scolaire facultatif en dehors des heures de classe. Les communes le font pour l'école obligatoire (école enfantine, primaire

et du cycle d'orientation), l'Etat pour le degré secondaire supérieur. Ce faisant, il remplit également le rôle affecté aux cantons par la Confédération par l'article 12 de la loi fédérale encourageant la gymnastique et les sports, qui consiste à veiller à ce que les places, installations et équipements scolaires servent au mouvement Jeunesse et Sport ainsi qu'aux organisations s'occupant des sports pour la jeunesse et les adultes.

Une fois encore, la tâche des collectivités publiques ne consiste pas à offrir la palette la plus variée d'activités sportives, ni à prendre en charge les cours dispensés aux enfants et aux jeunes gens. Elles mettront sur pied les conditions cadres permettant aux organismes désireux de proposer ces activités de disposer des infrastructures nécessaires.

Il convient de rappeler que la formule potestative a été choisie afin d'assurer la pérennité des aides provenant de la Loterie Romande. En effet, si l'on fait du sport scolaire facultatif une tâche obligatoire de l'Etat, celui-ci devra en assumer seul le financement (cf. art. 5 de la loi fédérale du 8 juin 1923 sur les loteries et les paris professionnels). A noter que les aides apportées notamment par LORO-Sport représentent la moitié des dépenses subventionnables (l'autre moitié étant prise en charge par le Fonds cantonal du sport).

#### **Art. 6 *Sport de loisirs***

Aujourd'hui plus que jamais, l'activité physique est une nécessité. Facteur de maintien de la santé physique et psychique, le sport jouit d'une large reconnaissance auprès de la population. Selon les résultats d'une enquête réalisée par l'Office fédéral du sport (cf. rapport «Sport Suisse 2008»), deux tiers des Suisses pratiquent une activité sportive au moins une fois par semaine.

Les collectivités publiques doivent offrir à la population le contexte le plus favorable possible à un développement du sport de loisirs. Leur responsabilité est partagée avec les organismes privés.

Le soutien au sport de loisirs passera par la coopération entre l'Etat et les acteurs privés. Le premier dispensera conseils et informations aux seconds. Sur le plan pratique, les collectivités publiques veilleront à ce que leurs installations sportives servent au plus grand nombre. C'est par l'offre d'infrastructures bien équipées que les activités physiques seront encouragées. Afin de promouvoir particulièrement l'activité sportive auprès de la jeunesse, l'Etat se limitera à prélever, au maximum, les frais de personnel pour l'utilisation de ses propres installations quand les usagers ont moins de 20 ans. Il encourage les communes à faire pareil en ce qui concerne leurs propres infrastructures sportives et les invite à fixer les conditions d'accès et d'utilisation de leurs infrastructures sportives dans un règlement communal.

Le canton de Fribourg connaît et connaîtra encore un développement important. Des espaces de sports de loisirs doivent être aménagés pour permettre la pratique d'activités sportives et de jeux. Par son rôle dans l'aménagement du territoire, l'Etat veillera à une répartition optimale des infrastructures sportives en fonction des besoins et sur la base du concept cantonal du sport (cf. art. 8 al. 2), dans le respect des règles relatives à l'aménagement du territoire et à l'environnement.

### **Art. 7 Sport de performance**

La promotion du sport de performance constitue principalement une tâche des organisations privées qui bénéficient à ce titre de subventions fédérales. Le rôle de l'Etat consiste à permettre à la relève de mener à bien la pratique à haut niveau d'un sport tout en suivant un cursus scolaire normal. Le soutien de l'Etat se concrétisera prioritairement par des mesures prévues par la législation scolaire, par exemple l'aménagement et l'allègement des horaires scolaires en fonction des besoins des intéressés (congés et dispenses de branches spéciaux), l'autorisation d'autres formes d'organisation de l'enseignement (par exemple le regroupement dans un cadre régional) ou les cours d'appui ou de rattrapage en raison des congés accordés.

Si les circonstances le justifient, également un soutien matériel pourra être envisagé, sous la forme d'une contribution aux frais d'écolage dans un autre canton. La priorité est donnée aux jeunes sportifs et sportives qui appartiennent à un cadre régional ou national d'élite et qui sont domiciliés dans le canton depuis deux ans. Ces aides ne touchent pratiquement que les élèves des degrés secondaires I et II. Actuellement, c'est notamment la relève dans le ski alpin, le football, le volleyball, le tennis, l'athlétisme, le judo, la natation ou la gymnastique artistique, fréquentant une école spécialisée dans un autre canton qui bénéficie d'un tel soutien. Les conditions d'octroi des aides financières seront fixées dans un règlement d'exécution.

A noter que le prix sportif (cf. art. 11) est aussi une forme d'encouragement du sport de performance.

### **Art. 8 Infrastructures sportives**

Les infrastructures sont l'un des principaux piliers de l'activité sportive. Des efforts substantiels ont été consentis durant les dernières décennies pour que les écoles soient dotées d'équipements adéquats. Cet effort doit être maintenu: c'est à l'école que naissent les vocations et les talents. Le canton soutiendra donc principalement la construction d'installations sportives à des fins d'usage scolaire.

Lorsque des infrastructures sportives de niveau cantonal ou national sont en jeu, l'Etat pourra étendre son soutien. Il s'agit de veiller à ce que l'offre soit judicieusement répartie, tant sur le plan territorial que sur celui des besoins. Un inventaire des installations sportives d'intérêt public sera donc établi, qui permettra la mise en œuvre du concept cantonal du sport (cf. art. 12).

### **Art. 9 Manifestations sportives**

L'organisation de manifestations sportives appartient aux acteurs privés. L'Etat peut y apporter son aide, dans la mesure où leur organisation relève d'un intérêt intercantonal, national ou international. Ce sera donc sur le plan logistique que cette aide se concrétisera d'abord. La question de la facturation des heures de gendarmerie, soulevée dans le cadre de la consultation, sera réglée par la modification de la loi sur la police cantonale dans le cadre de l'adhésion du canton de Fribourg au concordat instituant des mesures contre la violence lors de manifestations sportives (cf. loi du 11 septembre 2009 et réponse du 14 octobre 2008 du Conseil d'Etat à la question du député Jean-Pierre Dorand concernant les coûts occasionnés par les manifestations sportives [QA 3144.08]).

L'Etat peut également attribuer un soutien financier à une manifestation d'envergure intercantonale, nationale ou internationale. Le Conseil d'Etat précisera les conditions d'un soutien logistique ou financier.

## **CHAPITRE 3**

### **Moyens**

Outre les prestations en nature (soutien logistique, mise à disposition d'infrastructures sportives, informations et conseils), l'Etat pourra être amené à apporter une aide matérielle à certains bénéficiaires (relève dans le sport de performance, organisations de manifestations intercantionales, nationales ou internationales). Il faut donc qu'il se dote des moyens d'assurer ce soutien.

### **Art. 10 Fonds cantonal du sport**

Ce Fonds existe déjà. Il est aujourd'hui régi par une ordonnance du Conseil d'Etat (cf. point 1.4 du présent message). Il s'agit désormais de lui donner une base juridique de niveau légal. Les buts, les ressources et le mode de fonctionnement du Fonds demeurent inchangés. Il est alimenté essentiellement par les montants prévus au budget de la Direction (400 000 francs en 2010) ainsi que par le produit de la fortune du Fonds et toutes les autres ressources qui peuvent lui être affectées (les legs, dons, libéralités, etc.). Il permet notamment de soutenir la relève dans le sport de performance (contributions aux frais d'écolage, cf. art. 7 al. 2), des manifestations sportives au sens de l'article 9 du présent projet et de financer le prix cantonal du sport (cf. art. 11).

D'autres fonds, tels que le Fonds de réserve Sport-Toto (nouveau LORO-Sport) et le Fonds des taxes sur les loteries, continueront à soutenir des activités ou des infrastructures sportives sélectionnées. Leurs buts, alimentation et fonctionnement, ne relèvent pas du présent projet de loi (cf. réponse du Conseil d'Etat du 12 novembre 2007 à la question du député Pierre Décaillet [QA 3051.07]).

### **Art. 11 Prix sportif**

Considérant la mission conférée à l'Etat de promouvoir le sport et le rôle important qu'assume le sport dans la société, l'Etat de Fribourg peut attribuer un prix sportif ainsi qu'un prix d'encouragement. Les modalités d'attribution sont fixées par le Conseil d'Etat.

### **Art. 12 Concept cantonal du sport**

Comme mentionné plus haut, le canton de Fribourg se dotera d'un concept du sport. Ce concept constituera l'instrument privilégié permettant la mise en œuvre des objectifs définis par le Conseil fédéral pour une politique du sport en Suisse: il permettra de définir les priorités et d'assurer la coordination des efforts des collectivités publiques et des organisations sportives en matière de promotion des activités et des infrastructures sportives. L'inventaire des infrastructures sportives (cf. art. 8 al. 2) en fera partie.

## **CHAPITRE 4**

### **Organisation**

### **Art. 13 Conseil d'Etat**

La haute surveillance et la définition de la politique générale de la promotion des activités sportives seront as-

surées par le Conseil d'Etat. En outre, celui-ci prendra un certain nombre de mesures emblématiques qui constitueront les signes forts de la politique sportive cantonale:

- l'adoption du concept cantonal du sport;
- l'attribution de montants supérieurs à 50 000 francs par l'entremise du Fonds cantonal du sport;
- la nomination des membres de la Commission cantonale du sport et de l'éducation physique.

Enfin, dans sa mission d'autorité exécutive, le Conseil d'Etat arrêtera un règlement d'exécution.

#### **Art. 14 Direction en charge du sport**

La cheville ouvrière de la loi sur le sport sera la Direction en charge du sport. Elle disposera à cet égard d'une compétence générale et subsidiaire, en ce sens que, tant qu'une tâche n'est pas confiée à une autre autorité ou un autre organe, elle lui sera dévolue. Plus particulièrement, il lui appartiendra de promouvoir les activités sportives et de veiller au respect du concept cantonal du sport, en vérifiant que les priorités qui y sont définies sont appliquées correctement et que la coordination nécessaire entre les divers acteurs est assurée.

Une répartition détaillée des compétences dans une loi restreint l'autonomie organisationnelle du Conseil d'Etat. Aussi est-il en principe souhaitable de limiter au nécessaire la répartition des compétences entre niveaux hiérarchiques. Par ailleurs, il appartient au Conseil d'Etat de décider de l'organisation de l'administration cantonale. En conséquence, l'institution d'une nouvelle unité administrative intervient d'ordinaire par voie d'ordonnance. Il serait donc possible de ne pas mentionner le Service du sport, en renvoyant à la réglementation d'exécution sur ce point.

Comme le service chargé du sport n'est pas une nouvelle unité administrative, mais existe déjà, il est toutefois opportun d'entériner son institution dans la nouvelle loi, ce d'autant qu'il sera chargé de l'exécution de tâches prévues par la législation fédérale: il dirigera notamment le mouvement Jeunesse et Sport (art. 17), qui constitue l'un des piliers majeurs de la promotion des activités sportives.

#### **Art. 15 et 16 Commission cantonale du sport et de l'éducation physique**

La Commission cantonale du sport et de l'éducation physique (ci-après: la Commission) a été instituée en 1984. Elle est actuellement régie par un arrêté du Conseil d'Etat de 1995. Il s'agit d'ancrer son existence et ses attributions dans la loi.

La Commission est un organe consultatif de la Direction (art. 16 al. 1). Sa composition ne subit, pour l'essentiel, pas de changement notable par rapport à ce que prévoit l'arrêté de 1995. Son président ou sa présidente, son vice-président ou sa vice-présidente ainsi que ses sept autres membres seront toujours nommés par le Conseil d'Etat (art. 15 al. 1). La loi devant fixer les principes, il est simplement indiqué que la Commission devra comprendre des représentants des milieux du sport populaire, du sport de performance, des milieux scientifiques et des communes (art. 15 al. 2). Pourtant, afin d'assurer une représentativité juste des milieux sportifs, la loi prévoit que l'organisation faîtière cantonale des associations sportives (en l'occurrence l'Association fribourgeoise des sports AFS) sera représentée par quatre membres à la Commission.

Pour le reste, la réglementation d'exécution apportera les précisions nécessaires, de même qu'elle fixera le fonctionnement de la Commission.

De même, les attributions de la Commission sont fixées de manière large: elle sera consultée sur les questions de politique sportive et de subventionnement soumises au Conseil d'Etat (art. 16 al. 2) et préavisera l'attribution du prix sportif. Sur demande de la Direction, elle sera amenée à donner des préavis pour d'autres objets, notamment sur des projets d'installations ou de constructions sportives (art. 16 al. 3).

#### **Art. 17 Mouvement Jeunesse et Sport**

Conformément à la législation fédérale, l'organisation du mouvement Jeunesse et Sport doit être régie par les cantons et la formation des moniteurs et monitrices J+S assurée. Il s'agit ici simplement de prévoir que le service chargé du sport est à la tête du mouvement et qu'il organise les cours et camps de formation cantonaux.

### **CHAPITRE 5**

#### **Voies de droit**

#### **Art. 18**

En principe, les recours contre les décisions du Conseil d'Etat et de ses Directions ressortissent à la compétence du Tribunal cantonal, les Directions connaissant des recours contre les décisions des services qui leur sont subordonnés. Ainsi, les décisions prises en application de la loi sur le sport par la Direction seront déférées au Tribunal cantonal et celles prises par le service en charge du sport, à la Direction.

Il paraît toutefois opportun de prévoir, dans le domaine des subventions sportives, la voie de la réclamation préalable auprès de l'autorité qui a statué. On soulagera ainsi les autorités judiciaires tout en permettant à l'autorité concernée de modifier sa décision si des éléments nouveaux devaient être portés à sa connaissance. La voie de la réclamation suppose une disposition expresse; d'où, le présent article.

### **6. REFERENDUM (CF. ART. 19 DISPOSITION FINALE)**

Dès lors qu'il n'entraînera aucune dépense nouvelle au sens des dispositions constitutionnelles (art. 45 et 46 Cst. FR) et légales (art. 102 let. e et f de la loi sur l'exercice des droits politiques), le projet de loi n'est pas soumis au referendum financier. Il sera en revanche soumis au referendum législatif (art. 102 let. d de la loi sur l'exercice des droits politiques).

### **7. CONCLUSION**

En conclusion, le Conseil d'Etat invite le Grand Conseil à accepter le projet de loi.



**BOTSCHAFT Nr. 179** 19. Januar 2010  
**des Staatsrats an den Grossen Rat**  
**zum Gesetzesentwurf über den Sport (SportG)**

- 1. Hintergrund und Notwendigkeit des Projekts**
  - 1.1 *Parlamentarische Vorstösse*
  - 1.2 *Verfassungsauftrag*
  - 1.3 *Sportpolitik des Bundes*
  - 1.4 *Stand der kantonalen Gesetzgebung*
  - 1.5 *Regierungsprogramm*
  - 1.6 *Die Gründe für die Wahl des Gesetzeswegs*
  - 1.7 *Notwendigkeit eines kantonalen Sportgesetzes*
- 2. Allgemeine Präsentation des Gesetzesentwurfs**
  - 2.1 *Der Entwurf des kantonalen Sportkonzepts*
  - 2.2 *Die wichtigsten Grundzüge des Gesetzesentwurfs*
- 3. Ergebnisse der Vernehmlassung zum Vorentwurf für das Sportgesetz**
  - 3.1 *Vernehmlassungsverfahren und eingegangene Antworten*
  - 3.2 *Änderung des Vorentwurfs*
- 4. Auswirkungen des Gesetzesentwurfs über den Sport**
  - 4.1 *Finanzielle und personelle Auswirkungen*
  - 4.2 *Einfluss auf die Aufgabenteilung zwischen Staat und Gemeinden*
  - 4.3 *Übereinstimmung mit übergeordnetem Recht*
- 5. Kommentar zu den einzelnen Artikeln**
- 6. Referendum (vgl. Art. 19 Schlussbestimmung)**
- 7. Schlussbemerkung**

**1. HINTERGRUND UND NOTWENDIGKEIT DES PROJEKTS**

**1.1 Parlamentarische Vorstösse**

Die Erarbeitung einer kantonalen Sportgesetzgebung und eines kantonalen Sportkonzepts sowie die Förderung von sportlichen Aktivitäten und Sportanlagen waren in den vergangenen Jahren Gegenstand mehrerer parlamentarischer Vorstösse. In seinen Antworten hat der Staatsrat stets auf die Vorarbeiten für ein Gesetz über den Sport verwiesen. Mit diesem Entwurf wird folgenden Vorstössen entsprochen:

- Postulat Solange Berset/Jacques Bourgeois (221.02) zu einer kantonalen Gesetzgebung über den Sport und dessen Förderung, insbesondere bei den Jugendlichen;
- Postulat René Thomet/Carl-Alex Ridoré (P2028.08) zum Bau und Betrieb von Sportanlagen von kantonomer Bedeutung.

In diesem Zusammenhang ist zu erwähnen, dass der Staatsrat am 12. November 2007 eine Anfrage von Grossrat Pierre Décaillet (QA 3051.07) über das Sportkonzept des Kantons Freiburg und die Verteilung der LORO-Sport-Gelder beantwortet und der Grosse Rat am 12. Februar 2009 die Motion Emmanuelle Kaelin-Murith/Jacques Vial (M1046.08) zur Schaffung eines Fonds für Sportanlagen abgewiesen hat.

**1.2 Verfassungsauftrag**

Am 16. Mai 2004 hat das Freiburger Volk die neue Verfassung gutgeheissen. In deren Artikel 80 heisst es:

*Art. 80 Sport und Freizeit*

*Staat und Gemeinden fördern Freizeitbeschäftigungen, die zur persönlichen Ausgeglichenheit und Entfaltung beitragen, sowie Sport und Erholungsmöglichkeiten.*

Diese Bestimmung setzt die vom gleichen Geist inspirierte These 3.35 der Sachbereichskommission 3 des Verfassungsrats um, die mit den Staatsaufgaben und den Finanzen betraut war. In ihrem Schlussbericht hielt die Kommission 3 fest, dass die Förderung des Sports ebenfalls zu den Staatsaufgaben gehöre und dies in einem weitgefassten Sinne: «Der Staat soll nicht nur Beiträge an Sportvereine leisten, sondern auch die körperliche Betätigung fördern», dazu gehöre auch der Leistungssport. Nach Ansicht der Kommission soll der Staat aber auch die sinnvolle Gestaltung der Freizeit und Erholungsmöglichkeiten fördern.

Mit dem vorliegenden Gesetzesentwurf wird der entsprechende Verfassungsauftrag umgesetzt (siehe auch den Kommentar zu Artikel 1 des Gesetzesentwurfs).

**1.3 Sportpolitik des Bundes**

Im Sinne der Bundesgesetzgebung, deren wichtigste Grundlage das Bundesgesetz vom 17. März 1972 über die Förderung von Turnen und Sport ist, soll «Turnen und Sport im Interesse der Entwicklung der Jugend, der Volksgesundheit und der körperlichen Leistungsfähigkeit» gefördert werden. Sie wird durch mehrere Vollzugsverordnungen ergänzt und konkretisiert.

Der Bund überträgt darin den Kantonen folgende Aufgaben und Pflichten:

- a) im Bereich des Sportunterrichts in den Schulen:
  - Durchführung eines ausreichenden Turn- und Sportunterrichts;
  - Weiterbildung der Lehrpersonen, in Zusammenarbeit mit den Sportorganisationen;
  - Aufsicht über den Turn- und Sportunterricht in den Schulen.
- b) im Bereich des Programms «Jugend und Sport»:
  - Durchführung des Programms «Jugend und Sport» unter der Leitung des Bundes, in Zusammenarbeit mit den interessierten Verbänden und Institutionen;
  - Ausbildung der J+S-Leiterinnen und -Leiter unter der Leitung des Bundes in Zusammenarbeit mit den Turn- und Sportverbänden sowie anderen Institutionen;
  - Kostenbeteiligung am J+S-Programm;
  - Abschluss einer Haftpflichtversicherung, sofern erwünscht;
- c) im Bereich der Sportanlagen und -plätze:
  - Bereitstellung der für den Sportunterricht notwendigen Anlagen und Einrichtungen. Diese sollen auch Jugend + Sport und den Organisationen des Jugend- und des Erwachsenensports zur Verfügung stehen.

Am 6. Juni 2008 hat der Bundesrat das Departement für Verteidigung, Bevölkerungsschutz und Sport (VBS)



ermächtigt, ein Vernehmlassungsverfahren über die Totalrevision des Bundesgesetzes über die Förderung von Turnen und Sport durchzuführen.

Diese Revision verfolgt insbesondere folgende Ziele:

- **Doping:** Die Strafbestimmungen gegen Doping werden verschärft, um die Glaubwürdigkeit des Sports zu stärken.
- **Bewegungsmangel von Kindern:** Das Sport- und Bewegungsverhalten von Kindern ab fünf Jahren wird gefördert, um der Zunahme der motorischen Defizite und des Übergewichts bei Kindern, Jugendlichen und Erwachsenen vorzubeugen.
- **Jugend und Sport:** Das bisherige Fördersystem hat sich bewährt. Neu sollen Vereine und Schulen bereits J+S-Kurse für Kinder ab 5 Jahren durchführen können.
- **Schulsport:** Der Bund und Kantone erarbeiten gemeinsam Vorgaben zum Mindestumfang und zur Qualität des Sportunterrichts sowie qualitative Anforderungen an die Ausbildung von Sportlehrpersonen.
- **Sport- und Bewegungsförderung für alle Alters- und Leistungsstufen:** Gemäss bisheriger Praxis sollen Angebote unterstützt und entwickelt werden, welche die Bevölkerung zu Sport und regelmässiger Bewegung motivieren.
- **Leistungssport:** Die Förderung des Leistungssports durch den Bund soll weiterhin nach dem Subsidiaritätsprinzip erfolgen. Im Vordergrund stehen die Trainerausbildung und die Nachwuchsförderung.
- **Fairer Sport:** Faires Verhalten im Sport beruht auf ethischen Prinzipien. Aus diesem Grund ergreift der Bund Massnahmen zur Bekämpfung von Auswüchsen und Missbräuchen im Sport.
- **Finanzhilfen:** Mittels Leistungsverträgen soll eine wirksame und effiziente Mittelverwendung in der Sport- und Bewegungsförderung sichergestellt werden.
- **Datenschutz:** Parallel zur Totalrevision des Sportförderungsgesetzes sollen neue gesetzliche Grundlagen für die elektronische Bearbeitung und den elektronischen Informationsaustausch von Personendaten geschaffen werden (Bundesgesetz über die Informationssysteme des Bundes im Bereich Sport, ISG).

Das Vernehmlassungsverfahren wurde am 30. Oktober 2008 beendet. 107 Adressaten haben Stellung genommen. Aus ihren mehrheitlich zustimmenden Stellungnahmen geht hervor, dass sich das bisherige Förderungssystem bewährt hat. Der Bundesrat hat am 11. November 2009 die Botschaft zum Bundesgesetz über die Förderung von Turnen und Sport und das neue Bundesgesetz über die Informationssysteme des Bundes im Bereich Sport gutgeheissen und an das Parlament überwiesen.

Der vorliegende Gesetzesentwurf entspricht den Neuerungen und folgt der Terminologie des oben genannten Bundesgesetzes über die Förderung von Turnen und Sport.

#### 1.4 Stand der kantonalen Gesetzgebung

Heute verteilt sich die Gesetzgebung über den Sport (im Allgemeinen) auf 8 Rechtserlasse, die sich in den folgenden Gebieten zusammenfassen lassen:

Gebiet	Rechtserlasse	SGF
Schul- und nebenschulischer Sport (einschliesslich Schulbauten)	Gesetz vom 11. Oktober 2005 über Beiträge an Schulbauten für den Kindergarten, die Primarschule und die Orientierungsschule	414.4
	Reglement vom 4. Juli 2006 über Beiträge an Schulbauten für den Kindergarten, die Primarschule und die Orientierungsschule	414.41
	Ausführungsreglement vom 10. September 1974 zur Bundesgesetzgebung über die Förderung von Turnen und Sport in den Schulen	461.11
	Beschluss vom 28. Dezember 1984 über Jugend und Sport	462.11
Organisation	Beschluss vom 6. Februar 1995 über das Amt für Sport und die kantonale Sportkommission	460.12
Sportförderung	Verordnung vom 1. Juli 2003 über den Sportpreis des Kantons Freiburg	460.13
	Verordnung vom 27. Mai 2003 über den kantonalen Sportfonds	460.21
	Reglement vom 15. Februar 2005 über die Verteilung der Sport-Toto-Gelder	463.11

#### 1.5 Regierungsprogramm

Der vorliegende Gesetzesentwurf folgt den Zielsetzungen, welcher der Staatsrat in seinem Regierungsprogramm für die Jahre 2007–2011 festgelegt hat. Bei der Herausforderung Nr. 1 «Unsere Jugend als Stärke des Kantons hervorheben» wird das kantonale Sportgesetz als Gesetzesprojekt aufgeführt. Bei der Herausforderung Nr. 2 («Unsere Lebensqualität steigern») bekräftigt der Staatsrat seine Absicht, das kantonale Sportkonzept fertigzustellen. Mit diesem Konzept sollen konkrete Ziele und eine geeignete Organisation in den drei Bereichen Schulsport, Freizeitsport und Leistungssport festgelegt werden. Diese Zielsetzung wurde in den vorliegenden Gesetzesentwurf aufgenommen.

#### 1.6 Die Gründe für die Wahl des Gesetzeswegs

In seiner Antwort auf die Anfrage von Grossrat Pierre Décaillet (QA 3051.07) kündigte der Staatsrat an, dass er dem Grosse Rat in Beantwortung des Postulats Solange Berset/Jacques Bourgeois betreffend die «Kantonale Gesetzgebung über den Sport und dessen Förderung, insbesondere bei den Jugendlichen» [221.02]) vorerst einen Bericht vorlegen wolle. Das kantonale Sportkonzept ebenso wie den Entwurf für ein kantonales Sportgesetz werde er dem Parlament erst nach Präsentation dieses Berichts unterbreiten.

Nach neuerlicher Überlegung hat sich der Staatsrat aber dazu entschlossen, doch zuerst einen Gesetzesentwurf über den Sport auszuarbeiten. Denn das kantonale Sportkonzept, der Bericht zum Postulat und das Sportgesetz verfolgen alle die gleichen Zielsetzungen:

- Festlegung der Grundsätze, welche das staatliche Handeln im Bereich des Sports leiten;
- Koordination der Aktivitäten der Akteure im Bereich des Sports;
- Schaffung und Förderung von Sportanlagen sowie Optimierung deren Verteilung und Nutzung.

Die Umsetzung dieser Ziele wird von Grundsätzen und Bestimmungen abhängen, welche das Gesetz aufstellt, und nicht umgekehrt. Mit anderen Worten wird das

Sportkonzept eines der Instrumente zur Umsetzung der gesetzlich verankerten Zielsetzungen sein. Ein Konzept zu erarbeiten, das seine Gültigkeit durch ein nachträglich erlassenes Gesetz verliert, erscheint dem Staatsrat unzweckmässig. Die vorliegende Botschaft beantwortet somit abschliessend das Postulat Solange Berset/Jacques Bourgeois (221.02) und René Thomet/Carl-Alex Ridoré (2028.08).

### 1.7 Notwendigkeit eines kantonalen Sportgesetzes

Die Gesetzestexte, welche den Sport auf Kantonsebene regeln, verteilen sich wie oben erwähnt auf verschiedene Rechtserlasse (vgl. Punkt 1.4 dieser Botschaft). Sie beschränken sich auf ein Mindestmass spezifischer Regelungen. Es ist deshalb notwendig, das künftige Handeln des Staates im Bereich des Sports umfassender zu definieren. Insbesondere sollen die Ziele und Schranken seiner Intervention festgelegt werden. Künftig soll klar sein, welche Rolle das Gemeinwesen im Bereich des Sports übernimmt, sowohl im klassischen Bereich – dem Schulsport – wie auch in den anderen betroffenen Sektoren.

Acht Kantone haben den Sport auf Gesetzesebene geregelt. Es sind dies: Zug, Appenzell-Innerrhoden, Nidwalden, Genf, Bern, Neuenburg, Waadt, Basel-Landschaft.

## 2. ALLGEMEINE PRÄSENTATION DES GESETZESENTWURFS

### 2.1 Der Entwurf des kantonalen Sportkonzepts

Im Juli 2004 hat der Staatsrat den Entwurf eines «Sportkonzepts des Kantons Freiburg», in die Vernehmlassung gegeben. Das Konzept umschrieb die Leitlinien der Sportpolitik, deren Organisation und Zielsetzungen. Die Vernehmlassung erbrachte stark divergierende Auffassungen. Eine Reihe stichhaltiger Anmerkungen sind dennoch in die Erarbeitung dieses Gesetzesentwurfs eingeflossen. Das Sportkonzept muss nun auf Grundlage der Grundsätze und Zielsetzungen des neuen Gesetzes überarbeitet werden (vgl. Punkt 1.6 dieser Botschaft und den Kommentar zu Artikel 12 weiter unten).

### 2.2 Die wichtigsten Grundzüge des Gesetzesentwurfs

Ist von Sport die Rede, stehen regelmässig unterschiedlichste Bereiche zur Diskussion:

- Sportförderung;
- Schulsport;
- Freizeitsport;
- Seniorensport;
- Behindertensport;
- Leistungssport;
- Massnahmen zur Bekämpfung von Doping;
- Sportinfrastrukturen;
- Bau von Sportanlagen;
- Zusammenarbeit Kanton – Bund – Gemeinden;
- Beziehungen mit den Sportverbänden und -vereinen;
- Freiwilligenarbeit;
- Praxis bei der Bewilligungserteilung;

- Grossveranstaltungen;
- Koordination der Aktivitäten der verschiedenen Akteure;
- Finanzierung der Massnahmen.

Es ist weder möglich noch wünschenswert, jeden dieser Bereiche im Gesetz ausführlich zu regeln.

Ausserhalb des schulischen Rahmens müssen die sportlichen Angebote und Aktivitäten, in erster Linie auf privater Initiative beruhen. Der Staat soll sich im Sport nur subsidiär lenkend engagieren. Es ist nicht Aufgabe des Staates, die Aktivitäten der verschiedenen Akteure, die im Freizeitsport und im Spitzensport tätig sind (Klubs, Vereine, Verbände, Leiterinnen und Leiter), zu reglementieren. Diese sollen sich frei und flexibel entwickeln und den wechselnden Rahmenbedingungen anpassen können. Ihr Handlungsspielraum und ihr Innovationspotenzial sollen nicht durch eine zu hohe Regulungsdichte behindert werden.

Nach Ansicht des Staatsrates stellt das Gesetz über den Sport ein Rahmengesetz dar. Es schafft die notwendigen Rahmenbedingungen, welche es den betroffenen Akteuren ermöglichen soll, ihre Aktivitäten unter günstigen Voraussetzungen zu entwickeln.

Demnach hat der Staatsrat folgende Grundsätze festgelegt:

- a) Der Schulsport wird nicht durch das Gesetz über den Sport behandelt, sondern im Rahmen der Schulgesetzgebung über die Lehrpläne geregelt.
- b) Die Anti-Doping-Massnahmen werden in der diesbezüglichen Bundesgesetzgebung geregelt. Artikel 3 dieses Entwurfs (vgl. Kommentar zu den Artikeln) ergänzt sie dennoch durch den Grundsatz, dass Staat und Gemeinden für die Einhaltung von Fairness und Sicherheit im Sport eintreten und unerwünschte Begleiterscheinungen des Sports bekämpfen.
- c) Folgende Bereiche sind somit Gegenstand des vorliegenden Entwurfs:
  - freiwilliger Schulsport;
  - Freizeitsport;
  - Jugend + Sport;
  - Sportanlagen;
  - Sportveranstaltungen.

## 3. ERGEBNISSE DER VERNEHMLASSUNG ZUM VORENTWURF FÜR DAS SPORTGESETZ

### 3.1 Vernehmlassungsverfahren und eingegangene Antworten

Das Vernehmlassungsverfahren über den Vorentwurf des Sportgesetzes wurde am 5. Januar 2009 eröffnet. Fünf Direktionen, vier betroffene Dienststellen, die Oberamt männerkonferenz des Kantons Freiburg, 26 Gemeinden und der Freiburger Gemeindeverband, die Universität Freiburg, sechs politische Parteien, die kantonale Sportkommission, der Freiburger Verband für Sport (FVS), die Fédération romande des consommateurs (FRC), der Freiburger Tourismusverband (FTV) sowie der Verein Pro Senectute Freiburg nahmen bis zum 31. Mai 2009 zum Vorentwurf Stellung.

Eine Mehrheit der Vernehmlassungsteilnehmer befürwortet die allgemeine Stossrichtung der Vorlage, insbesondere die Präsentation eines Rahmengesetzes, das die Ziele und Schranken des staatlichen Handelns im Bereich des Sports festlegt. Sehr kritisch bis ablehnend äusserten sich die Sozialdemokratische Partei (SP), die Grünen, die Bewegung Öffnung und die Schweizerische Volkspartei (SVP). Sie wünschten sich ein ehrgeizigeres, innovativeres und wirksameres Gesetz. Die Kritik der übrigen Vernehmlassungsteilnehmer betraf namentlich die «Kann-Formulierungen», die zu reglementierenden Bereiche, den Umfang der Förderung und der Unterstützung von sportlichen Aktivitäten und Sportanlagen sowie Fragen der Organisation und der Finanzierung der staatlichen Tätigkeit.

### 3.2 Änderung des Vorentwurfs

Der Staatsrat hat an den Grundzügen seines Entwurfs festgehalten und daran erinnert, dass die Vorlage ein Rahmengesetz darstelle. Zudem verwies er auf die Notwendigkeit der «Kann-Formulierungen», um den Weiterbestand der Beiträge der Lotterien sicherzustellen. Er erinnert daran, dass diese Beiträge nicht zur Erfüllung öffentlich-rechtlicher gesetzlicher Verpflichtungen gewährt werden können (vgl. Art. 5 des Bundesgesetzes betreffend die Lotterien und die gewerbsmässigen Wetten). Gleichzeitig hat er eine Reihe sachdienlicher Vorschläge zur Verbesserung des Gesetzesentwurfs berücksichtigt. Abgesehen von Änderungen gesetzestechnischer und terminologischer Art hat er folgende wesentliche Anpassungen vorgenommen:

- Einführung eines neuen Artikels 3, der den Staat und die Gemeinden grundsätzlich dazu verpflichtet, für die Einhaltung von Fairness und Sicherheit im Sport einzutreten und unerwünschte Begleiterscheinungen des Sports zu bekämpfen.
- Verankerung des Grundsatzes, raumplanungs- und umweltrechtliche Auflagen bei der Förderung von Freizeitsportanlagen zu berücksichtigen (Art. 6 Abs. 3).
- Betreffend die Unterstützung des Leistungssports (Art. 7 Abs. 1), die Sportveranstaltungen (Art. 9 Abs. 3) und die Verwendung des kantonalen Sportfonds (Art. 10 Abs. 4) wird auf entsprechende Ausführungsbestimmungen verwiesen.
- Es wird die Möglichkeit vorgesehen, Sportanlagen von nationaler Bedeutung (Art. 8 Abs. 1) sowie Sportveranstaltungen von interkantonalen Bedeutung (Art. 9 Abs. 1) zu unterstützen.
- Verankerung des Bedarfsprinzips und der Berücksichtigung des kantonalen Sportkonzepts als Grundlage für die Planung und Verteilung von Sporteinrichtungen (Art. 8 Abs. 2).
- Grundsatz der Finanzierung der Beiträge an Sportveranstaltungen und des kantonalen Sportpreises durch den kantonalen Sportfonds (Art. 10 Abs. 2 Bst. b und c).
- Vertretung des kantonalen Dachverbands der Sportorganisationen in der kantonalen Sportkommission durch vier Mitglieder.

## 4. AUSWIRKUNGEN DES GESETZESENTWURFS ÜBER DEN SPORT

### 4.1 Finanzielle und personelle Auswirkungen

#### 4.1.1 Finanzielle Folgen

Für die Umsetzung einzelner «Kann-Bestimmungen» des Entwurfs könnte die finanzielle Beteiligung des Staates erforderlich sein. Dies betrifft besonders die Sportveranstaltungen oder die Sportinfrastruktur. Wie der Staatsrat in seiner Antwort auf die Motion Emmanuelle Kaelin-Murith/Jacques Vial darlegt, hat sich der Staat bereits im Rahmen der heutigen Regelung an bedeutenden Infrastrukturprojekten beteiligt, so zum Beispiel an den Eishallen von Marly, Romont, Bulle und Dürigen, den Sportanlagen von St. Leonard oder am Universitätsstadion St. Leonard (Übernahme des Unterhalts und Betriebs). Der Staat wird Investitionen für Sporteinrichtungen kantonaler und nationaler Bedeutung weiterhin unterstützen, sich aber nicht an den Betriebskosten beteiligen. Das Sportgesetz schafft die Gesetzesgrundlage für Erlasse, die in diesem Bereich verabschiedet werden. Der allgemeine Staatsvoranschlag wird durch die Annahme dieses Gesetzes keinerlei Änderung erfahren.

#### 4.1.2 Personelle Folgen

Mit dieser Vorlage werden keine neuen Stellen geschaffen.

### 4.2 Einfluss auf die Aufgabenteilung zwischen Staat und Gemeinden

An der Aufgabenteilung zwischen Staat und Gemeinden ändert sich nichts. Jedes Gemeinwesen handelt im Rahmen seiner eigenen Kompetenzen, wie sie in der Verfassung und im Gesetz festgelegt sind.

### 4.3 Übereinstimmung mit übergeordnetem Recht

Der Gesetzesentwurf setzt Artikel 80 der Verfassung des Kantons Freiburg um. Er kommt dem Verfassungsauftrag nach, indem er die Gesetzesgrundlage für die Förderung von sportlicher Betätigung und Erholungsmöglichkeiten schafft.

Ebenso berücksichtigt er die Vorgaben der Totalrevision des Bundesgesetzes über die Förderung von Turnen und Sport. Die in der Bundesgesetzgebung festgelegten Anforderungen werden eingehalten.

Auch weist dieser Entwurf keine Unvereinbarkeit mit europäischem Recht auf.

## 5. KOMMENTAR ZU DEN EINZELNEN ARTIKELN

### 1. KAPITEL

#### Allgemeine Bestimmungen

##### Art. 1 *Gegenstand und Zweck*

Artikel 1 ist eine programmatische Bestimmung: Er bezeichnet die Ziele, die das Gesetz über den Sport erreichen soll. Es wird angestrebt, die sportlichen Aktivitäten der Bevölkerung aller Altersstufen zu fördern und zu unterstützen und dadurch ihr Wohlbefinden und ihre



Gesundheit zu steigern. Ein Schwerpunkt wird auf die gesunde Entwicklung der Jugend gelegt. Diesbezüglich erfüllt das Gesetz die von der Europäischen Sportcharta gesetzten Ziele, wonach alle die Möglichkeit erhalten sollen, sich sportlich zu betätigen. Die weiteren, in Artikel 1 der Charta erwähnten Ziele – die Einhaltung von Fairness und Sicherheit und der Schutz der Menschenwürde – werden allgemein in Artikel 3 dieses Entwurfs behandelt. Die Dopingbekämpfung und die Sicherheit betreffen die Gesundheits- und Sicherheitsgesetzgebung.

Das Gesetz erfüllt die Anforderungen, die der Bund im Bereich des Sports an die Kantone stellt, mit Ausnahme des obligatorischen Schulsports (vgl. Art. 4), Es handelt sich dabei insbesondere um die Organisation des Programms Jugend und Sport und die Ausbildung der J+S-Leiterinnen und -Leiter (vgl. Art. 17).

### **Art. 2 Subsidiarität des staatlichen Handelns auf Kantons- und Gemeindeebene**

Sport beruht auf Freiwilligkeit. Seine Förderung hängt in erster Linie von privater Initiative ab. Die Gemeinwesen sollen in diesem Bereich nur tätig werden, wenn unter besonderen Umständen ein öffentliches Interesse dies rechtfertigt. Die Einschränkung, welche das staatliche Handeln auf den gesetzlichen Rahmen begrenzt, verdeutlicht zudem, dass nicht alle sportlichen Aktivitäten unterstützt werden sollen, für die eine private Finanzierung fehlt. Dies sind die wesentlichen Grundsätze, die in Artikel 2 festgelegt sind.

### **Art. 3 Achtung der Fairness und der Sicherheit im Sport**

Dieser programmatische Artikel verankert den Grundsatz des Engagements des Staates und der Gemeinden für die Einhaltung von Fairness und Sicherheit im Sport und die Bekämpfung von unerwünschten Begleiterscheinungen des Sports. Er bildet die Gesetzesgrundlage für die Unterstützung oder die Zusammenarbeit im Rahmen von nationalen oder privaten Programmen zu dieser Thematik. Die Formulierung ist weit gefasst: Sie beinhaltet die Bekämpfung jeglicher unerwünschter Begleiterscheinungen des Sports, im Besonderen den Missbrauch und Gewalt (psychischer oder physischer Art), sowie den Missbrauch von Produkten und Methoden zur körperlichen Leistungssteigerung im Sport (Doping). Im Bereich der Anti-Doping-Massnahmen ergänzt Artikel 3 somit auf kantonaler Ebene die bundesrechtlichen Bestimmungen. Im Übrigen werden die spezifischen Aspekte der Einfuhr und des Vertriebs von missbräuchlich verwendeten Medizinprodukten im Bereich des Sports in den Heilmittelgesetzgebungen von Kanton und Bund geregelt.

## **2. KAPITEL**

### **Förderung sportlicher Aktivitäten**

Die sportlichen Aktivitäten werden in den drei Hauptbereichen – (freiwilliger) Schulsport, Freizeitsport und Leistungssport – mit verschiedenen Mitteln gefördert und unterstützt.

#### **Art. 4 Schulsport**

##### **a) Obligatorischer Schulsport**

Aus Gründen der Systematik wird der obligatorische Schulsport in die von der Schulgesetzgebung vorgesehenen Lehrpläne integriert. Darin werden alle Aspekte zu-

sammengefasst, die den obligatorischen Schulunterricht betreffen. Es besteht daher kein Anlass, den obligatorischen Schulsport in einem anderen Gesetz zu regeln.

Für den Sportunterricht werden Bund und Kantone die Mindestvorschriften in Bezug auf Qualität und Umfang gemeinsam festlegen. Zurzeit werden in der Primarschule, auf der Sekundarstufe I (seit dem Schuljahr 2009/10 in allen Orientierungsschulen) und auf der Sekundarstufe II (seit 2009/10, ausgenommen am Kollegium Gambach und an der Fachmittelschule Freiburg, welche die Fertigstellung ihrer Sportinfrastruktur abwarten) drei Wochenlektionen Sportunterricht erteilt.

#### **Art. 5**

##### **b) Freiwilliger Schulsport**

Ausserschulische Freizeitbeschäftigungen werden, unabhängig davon, ob es sich um künstlerische oder sportliche Aktivitäten handelt, nicht von der Schulgesetzgebung oder den Lehrplänen erfasst. Deshalb wird der freiwillige Schulsport im Gesetz über den Sport geregelt. Diese sportlichen Aktivitäten, welche ausserhalb der Unterrichtszeit ausgeübt werden, erweitern das schulische Angebot und ergänzen den Freizeitsport; als solche sollen sie gefördert werden.

Artikel 5 verfolgt einen doppelten Zweck. Zunächst gibt er dem Staat und den Gemeinden die Möglichkeit, ausserhalb der Unterrichtszeit freiwilligen Schulsport durchzuführen. Die Gemeinden organisieren diesen für die obligatorische Schule (Kindergarten, Primarschule und Orientierungsschule), der Staat für die Sekundarstufe II. Gleichzeitig beinhaltet er die Aufgabe, die den Kantonen in Artikel 12 des Bundesgesetzes über die Förderung von Turnen und Sport von der Eidgenossenschaft zugedacht wird: Diese besteht darin, dafür zu sorgen, dass die Sportplätze, die Anlagen und die Ausrüstung der Schulen dem Programm *Jugend und Sport* und den Organisationen dienen, die sich mit dem Jugendsport und dem Erwachsenensport befassen.

Es ist aber nicht Aufgabe der Gemeinwesen, ein möglichst breites Angebot an Sportaktivitäten zu organisieren oder die Kosten für die Kurse für Kinder und Jugendliche zu übernehmen. Ihre Aufgabe beschränkt sich darauf, günstige Rahmenbedingungen zu schaffen, damit Sportorganisationen, die solche Aktivitäten anbieten, über die dafür erforderlichen Einrichtungen verfügen können.

Hier sei daran erinnert, dass in Artikel 5 eine «Kann-Formulierung» gewählt wurde, um den Weiterbestand der Beiträge der Lotterien sicherzustellen. Denn wird aus dem freiwilligen Schulsport eine gesetzliche Verpflichtung des Staates, muss dieser allein für dessen Finanzierung aufkommen (vgl. Art. 5 Bundesgesetz vom 8. Juni 1923 betreffend die Lotterien und die gewerbsmässigen Wetten). Die insbesondere von LORO-Sport geleisteten Unterstützungsbeiträge würden dadurch entfallen. Dies würde einer Reduktion der Hälfte beitragsberechtigten Ausgaben entsprechen (die andere Hälfte wird aus dem kantonalen Sportfonds finanziert).

#### **Art. 6 Freizeitsport**

Heutzutage stellt die körperliche Betätigung mehr denn je eine Notwendigkeit dar. Die Rolle des Sports für die Erhaltung der körperlichen und geistigen Gesundheit wird von der Bevölkerung heute weitgehend anerkannt. Gemäss den Ergebnissen einer Umfrage des Bundesamts für Sport (vgl. Bericht «Sport Schweiz 2008») treiben



zwei Drittel der Schweizerinnen und Schweizer mindestens einmal wöchentlich Sport.

Die Gemeinwesen sollen deshalb für die Entwicklung des Freizeitsports möglichst günstigste Rahmenbedingungen und Voraussetzungen schaffen. Diese Aufgabe teilen sie sich mit den privaten Sportorganisationen.

Die Förderung des Freizeitsports erfolgt in Zusammenarbeit von Staat und privaten Akteuren, wobei der Staat letztere berät und informiert. In der Praxis sorgen die Gemeinwesen dafür, dass ihre Sportanlagen möglichst vielen Personen zugänglich sind. Mit einem Angebot gut ausgerüsteter Sportanlagen wird die sportliche Aktivität direkt unterstützt. Um die körperliche Bewegung Jugendlicher im Besonderen zu fördern, beschränkt sich der Staat darauf, für Personen unter 20 Jahren, die seine Sportanlagen nutzen, lediglich die Personalkosten zu erheben. Er empfiehlt den Gemeinden, diese Praxis für ihre eigenen Sportanlagen zu übernehmen und lädt sie ein, die Zugangs- und Benutzungsbedingungen ihrer Sportanlagen in einem Gemeindereglement festzulegen.

Der Kanton Freiburg hat in den vergangenen Jahrzehnten eine beachtliche Entwicklung erfahren, welche weiter anhält. Neue Sportanlagen müssen errichtet werden, um die Ausübung von Sport- und Freizeitaktivitäten zu ermöglichen. Mit dem Instrument der Raumplanung sorgt der Staat für eine optimale, bedarfsgerechte Verteilung der Sportinfrastruktur auf der Grundlage des kantonalen Sportkonzepts (vgl. Art. 8 Abs. 2), wobei er raumplanungs- und umweltrechtliche Auflagen berücksichtigt.

#### **Art. 7 Leistungssport**

Die Förderung des Leistungssports ist in erster Linie Aufgabe der privaten Organisationen, die dafür Bundesbeiträge erhalten. Die Rolle des Staates besteht darin, Nachwuchssportlerinnen und -sportlern zu ermöglichen, leistungsorientierten Sport zu betreiben und gleichzeitig dem obligatorischen Schulunterricht zu folgen. Die Förderung durch den Staat wird hauptsächlich durch Massnahmen erfolgen, die in der Schulgesetzgebung vorgesehen sind, zum Beispiel durch die Anpassung oder Verringerung der Unterrichtslektionen entsprechend den Bedürfnissen der betreffenden Schülerinnen und Schüler (Urlaube und Dispensierung von speziellen Fächern), die Bewilligung anderer Formen der Unterrichtsorganisation (zum Beispiel Zusammenlegung von Nachwuchstalente in einem regionalen Kader) oder ein Stütz- oder Nachholunterricht für die versäumten Unterrichtsinhalte.

Je nach den Umständen ist auch eine finanzielle Unterstützung in Form von Beiträgen an die Schulgelder für den ausserkantonalen Schulbesuch möglich. Davon sollen prioritär junge Sportlerinnen und Sportler profitieren, die einem Regional- oder Nationalkader angehören und seit mindestens zwei Jahren ihren Wohnsitz im Kanton haben. Diese Unterstützung betrifft fast ausschliesslich Schülerinnen und Schüler der Sekundarstufen I und II. Bereits heute werden Nachwuchssportlerinnen und -sportler in dieser Form unterstützt, die eine spezialisierte Schule in einem anderen Kanton besuchen, namentlich in den Sportarten Ski alpin, Fussball, Volleyball, Tennis, Leichtathletik, Judo, Schwimmen und Kunstturnen. Die Voraussetzungen für die Gewährung von Beiträgen werden in einem Ausführungsreglement festgelegt.

Diesbezüglich ist anzumerken, dass auch der kantonale Sportpreis (vgl. Art. 11) eine Förderung des Leistungssports darstellt.

#### **Art. 8 Sportinfrastruktur**

Die Infrastruktur ist ein zentraler Faktor für die Förderung und Ausübung des Sports. In den vergangenen Jahrzehnten wurden grosse Anstrengungen unternommen, um an den Schulen angemessene Sportanlagen zu schaffen. Diese Bemühungen müssen fortgesetzt werden, namentlich auch um den leistungsorientierten Nachwuchssport in den Schulen zu entwickeln und zu fördern. Der Kanton wird deshalb prioritär den Bau von Sportanlagen zu schulischen Zwecken unterstützen.

Wenn es um Sporteinrichtungen von kantonaler oder nationaler Bedeutung geht, kann der Staat seine Unterstützung ausdehnen. Hier gilt es dafür zu sorgen, dass das Angebot an Sportanlagen sowohl regional wie auch bedarfsmässig sinnvoll verteilt wird. Deshalb soll ein Inventar der Sportanlagen erstellt werden, das als Grundlage für das kantonale Sportkonzept dienen soll. (Art. 12).

#### **Art. 9 Sportveranstaltungen**

Die Organisation von Sportveranstaltungen beruht auf privater Initiative. Der Staat kann sie unterstützen, soweit diese Anlässe von kantonsübergreifender, nationaler oder internationaler Bedeutung sind. Eine solche Unterstützung erfolgt in erster Linie auf logistischer Ebene. Die Frage der Verrechnung der Polizeieinsätze, die im Rahmen der Vernehmlassung aufgeworfen wurde, wird durch eine Änderung des Gesetzes über die Kantonspolizei im Rahmen des Beitritts des Kantons Freiburg zum Konkordat über Massnahmen gegen Gewalt anlässlich von Sportveranstaltungen geregelt (vgl. Gesetz vom 11. September 2009 und Antwort vom 14. Oktober 2008 des Staatsrates auf die Anfrage von Grossrat Jean-Pierre Dorand zu den Kosten, die durch Sportveranstaltungen verursacht werden [QA 3144.08]).

Der Staat hat zudem die Möglichkeit, Unterstützungsbeiträge an Sportorganisationen zu leisten, die eine Veranstaltung von kantonsübergreifender, nationaler oder internationaler Bedeutung organisieren. Der Staatsrat wird die Voraussetzungen für die Gewährung einer logistischen oder finanziellen Unterstützung näher ausführen.

### **3. KAPITEL**

#### **Mittel**

Das neue Sportgesetz ermöglicht es dem Staat, zur Förderung des Sports Naturalleistungen (logistische Unterstützung, Bereitstellung von Sporteinrichtungen, Information und Beratung) zu erbringen und unter bestimmten Voraussetzungen auch finanzielle Unterstützungsbeiträge zu leisten (leistungsorientierter Nachwuchssport, Organisation von kantonsübergreifenden, nationalen oder internationalen Veranstaltungen). Für diese Leistungen muss er die notwendigen Mittel sicherstellen.

#### **Art. 10 Kantonaler Sportfonds**

Dieser Fonds existiert bereits. Er wird heute durch eine Verordnung des Staatsrates geregelt (vgl. Punkt 1.4 dieser Botschaft). Durch das neue Gesetz erhält er eine Rechtsgrundlage im formellen Sinn. Zweck, Mittel und Verwaltung des Sportfonds bleiben unverändert. Geöffnet wird er hauptsächlich durch die Beträge, die im Voranschlag der Direktion vorgesehen sind (400 000 Franken im Jahr 2010), sowie durch den Ertrag des Fondsvermögens und alle anderen Mittel, die ihm zugewiesen werden (Vermächnisse, Spenden, Zuwendungen usw.). Der Fonds

dient im Besonderen zur Förderung von Nachwuchssportlerinnen und Nachwuchssportler (Beiträge an die Schulgelder, vgl. Art. 7 Abs. 2), von Sportveranstaltungen im Sinne von Artikel 9 des vorliegenden Gesetzesentwurfes und zur Finanzierung des kantonalen Sportpreises (vgl. Art. 11).

Andere Fonds, wie der Sport-Toto-Reservefonds (neu LORO-Sport) und der Fonds der Lotteriegeldabgaben, werden auch in Zukunft parallel dazu ausgewählte Sportaktivitäten und -anlagen unterstützen. Ihr Zweck, ihre Finanzierung und Verwaltung sind jedoch nicht Gegenstand dieses Gesetzesentwurfes (vgl. Antwort des Staatsrates vom 12. November 2007 auf die Anfrage Pierre Décaillot [QA 3051.07]).

#### **Art. 11 Sportpreis**

In Erfüllung des staatlichen Auftrags, den Sport zu fördern, sowie angesichts der wichtigen Rolle, welcher der Sport in der Gesellschaft einnimmt, kann der Staat einen Sportpreis und einen Förderpreis verleihen. Die Einzelheiten für die Verleihung dieses Preises werden vom Staatsrat festgelegt.

#### **Art. 12 Kantonales Sportkonzept**

Wie weiter oben erwähnt, wird der Kanton Freiburg ein Sportkonzept verabschieden. Dieses Konzept wird das zentrale Instrument bilden für die Umsetzung der Ziele, die der Bundesrat für eine schweizerische Sportpolitik definiert hat. Darin sollen die Prioritäten der kantonalen Sportpolitik festgelegt und die Koordination der Bemühungen der Gemeinwesen und der Sportorganisationen im Bereich der Förderung der sportlichen Aktivitäten und Sportanlagen sichergestellt werden. Das Inventar der Sporteinrichtungen (vgl. Art. 8 Abs. 2) bildet ein Bestandteil dieses Konzepts.

### **4. KAPITEL**

#### **Organisation**

#### **Art. 13 Staatsrat**

Für die Oberaufsicht und die Festlegung der allgemeinen politischen Leitlinien im Bereich der Förderung sportlicher Aktivitäten ist der Staatsrat zuständig. Er übt massgebliche Kompetenzen aus, welche die Kernpunkte der kantonalen Sportpolitik betreffen:

- Verabschiedung des kantonalen Sportkonzepts;
- Genehmigung von Beiträgen über 50 000 Franken aus dem kantonalen Sportfonds;
- Ernennung der Mitglieder der kantonalen Sportkommission.

In seiner Funktion als Exekutivbehörde erlässt der Staatsrat zudem die Ausführungsbestimmungen zum vorliegenden Gesetzesentwurf.

#### **Art. 14 Für den Sport zuständige Direktion**

Die treibende Kraft bei der Umsetzung des Sportgesetzes wird die mit dem Sport beauftragte Direktion sein. Sie ist mit einer allgemeinen, subsidiären Zuständigkeit ausgestattet. Demnach erstreckt sich ihre Kompetenz auf alle Aufgaben, welche nicht durch Gesetz einer anderen Behörde oder einem anderen Organ übertragen sind. Insbesondere obliegt ihr die allgemeine Sportförderung sowie die Aufsicht über die Einhaltung des kantonalen

Sportkonzepts. Sie überwacht, ob die darin festgelegten Prioritäten umgesetzt werden und die Kooperation zwischen den verschiedenen Akteuren sichergestellt ist.

Eine zu detaillierte Kompetenzaufteilung auf Gesetzebene schränkt den organisatorischen Handlungsspielraum des Staatsrates ein. Deshalb sollte die Verteilung von Zuständigkeiten unter den Hierarchieebenen im Gesetz auf das Notwendige beschränkt bleiben. Im Übrigen liegt es in der Kompetenz des Staatsrates, über die Organisation der kantonalen Verwaltung zu entscheiden. Deshalb erfolgt die Schaffung einer neuen Verwaltungseinheit in der Regel auf dem Verordnungsweg. Es wäre somit möglich gewesen, das Amt für Sport im vorliegenden Entwurf nicht zu erwähnen und diesbezüglich auf die Ausführungsbestimmungen zu verweisen.

Weil das Amt für Sport aber keine neue Verwaltungseinheit ist, sondern bereits existiert, scheint es zweckmässig, seine Funktion im neuen Gesetz zu verankern. Dies umso mehr, als es mit der Ausführung von bundesrechtlichen Aufgaben betraut ist, namentlich mit der Durchführung des Programms Jugend und Sport (Art. 17), welches einer der wichtigsten Pfeiler der Sportförderung darstellt.

#### **Art. 15 und 16 Kantonale Sportkommission**

Die kantonale Sportkommission (die Kommission) wurde 1984 eingerichtet. Sie wird derzeit durch einen Staatsratsbeschluss von 1995 geregelt. Ziel des vorliegenden Entwurfs ist es, ihr Bestehen und ihre Befugnisse im Gesetz zu verankern.

Die Kommission ist ein beratendes Organ der Direktion (Art. 16 Abs. 1). Ihre Zusammensetzung erfährt gegenüber dem Beschluss von 1995 keine wesentliche Änderung. Ihre Präsidentin oder ihr Präsident, ihre Vizepräsidentin oder ihr Vizepräsident sowie ihre sieben weiteren Mitglieder werden vom Staatsrat ernannt (Art. 15 Abs. 1). Weil im Gesetz nur die Grundsätze zu regeln sind, beschränkt sich Art. 15. Abs. 2 darauf, eine angemessene Repräsentation des Breitensports, des Leistungssports, der Sportwissenschaft und der Gemeinden in der Kommission vorzusehen. Um eine ausgewogene Vertretung der Sportkreise sicherzustellen, verankert das Gesetz zudem den Grundsatz, dass die kantonale Dachorganisation der Sportverbände (gegenwärtig der Freiburgerische Verband für Sport FVS) wie bisher mit vier Mitgliedern in der Kommission vertreten ist. Im Übrigen wird die Ausführungsreglementierung die Funktions- und Arbeitsweise der Kommission festlegen.

Die Aufgaben der Kommission werden im vorliegenden Gesetzesentwurf relativ weit gefasst: Sie wird zu Fragen der Sportpolitik und der Subventionierung konsultiert, welche dem Staatsrat unterbreitet werden (Art. 16 Abs. 2). Ausserdem gibt sie ihre Empfehlung zur Verleihung des Sportpreises ab und kann auf Anfrage der Direktion auch zur Stellungnahme in anderen Angelegenheiten eingeladen werden, insbesondere bezüglich geplanter Sportbauten und -anlagen (Art. 16 Abs. 3).

#### **Art. 17 Organisation Jugend und Sport**

Gemäss Bundesgesetzgebung obliegt die Durchführung des Programms «Jugend und Sport» sowie die Ausbildung der J+S-Leiterinnen und -Leiter den Kantonen. In Art. 17 wird diese Aufgabe dem Amt für Sport übertragen, welche Jugend und Sport leitet und die kantonalen Ausbildungskurse und -lager organisiert.

## **5. KAPITEL**

### **Rechtsmittel**

#### **Art. 18**

Grundsätzlich sind für Beschwerden gegen Entscheide des Staatsrates und seiner Direktionen das Kantonsgericht zuständig, für Beschwerden gegen Entscheide der ihnen untergeordneten Ämter die Direktionen. Somit werden die Entscheide, welche die Direktion in Anwendung des Gesetzes über den Sport trifft, vor das Kantonsgericht und Entscheide des Sportamtes vor die Direktion gebracht.

Es erscheint jedoch zweckmässig, im Bereich der Unterstützungsbeiträge und Subventionen die Möglichkeit einer verwaltungsinternen Beschwerde vorzusehen. Dadurch werden die Gerichtsbehörden entlastet und die zuständige Behörde hat die Möglichkeit, ihren Entscheid abzuändern, wenn ihr neue Sachverhaltselemente zur Kenntnis gebracht werden. Diese Einsprachemöglichkeit

setzt eine ausdrückliche gesetzliche Bestimmung voraus, was den Grund für Art. 18 Abs. 2 bildet.

## **6. REFERENDUM**

### **(VGL. ART. 19 SCHLUSSBESTIMMUNG)**

Weil der Gesetzesentwurf zu keinen neuen Ausgaben im Sinne der Verfassungs- (Art. 45 und 46 StV FR) und Gesetzesbestimmungen (Art. 102 Bst. e und f des Gesetzes über die Ausübung der politischen Rechte) führt, ist er nicht dem Finanzreferendum unterworfen, er wird jedoch dem Gesetzesreferendum unterstellt (Art. 102 Bst. d des Gesetzes über die Ausübung der politischen Rechte).

## **7. SCHLUSSBEMERKUNG**

Der Staatsrat lädt den Grossen Rat ein, den Gesetzesentwurf gutzuheissen.

\_\_\_\_\_

## Loi

du

### sur le sport (LSport)

---

#### *Le Grand Conseil du canton de Fribourg*

Vu la législation fédérale sur le sport et l'activité physique;  
Vu l'article 80 de la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004;  
Vu le message du Conseil d'Etat du 19 janvier 2010;  
Sur la proposition de cette autorité,

*Décrète:*

#### CHAPITRE PREMIER

##### Dispositions générales

###### Art. 1 But et objet

<sup>1</sup> La présente loi a pour but la création des conditions cadres visant à encourager et à soutenir les activités sportives de la population de tout âge; elle contribue ainsi au bien-être et au maintien de la santé de la population ainsi qu'à un sain développement de la jeunesse, dans le respect des règles morales et éthiques du sport.

<sup>2</sup> Elle comprend les dispositions d'application de la législation fédérale relative à l'encouragement du sport et de l'activité physique, à l'exception du sport scolaire obligatoire.

###### Art. 2 Subsidiarité de l'intervention de l'Etat et des communes

L'Etat et les communes encouragent et soutiennent les activités sportives de la population dans les limites de la présente loi et dans la mesure où cette tâche n'est pas assumée par la Confédération ou par des tiers.

## Sportgesetz (SportG)

vom

---

#### *Der Grosse Rat des Kantons Freiburg*

gestützt auf die Bundesgesetzgebung über die Förderung von Sport und Bewegung;  
gestützt auf Artikel 80 der Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004;  
nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrates vom 19. Januar 2010;  
auf Antrag dieser Behörde,

*beschliesst:*

#### 1. KAPITEL

##### Allgemeine Bestimmungen

###### Art. 1 Gegenstand und Zweck

<sup>1</sup> Dieses Gesetz schafft Rahmenbedingungen zur Förderung und Unterstützung von sportlichen Aktivitäten der Bevölkerung aller Altersstufen und leistet damit einen Beitrag zum Wohlbefinden und zur Erhaltung der Gesundheit der Bevölkerung sowie zu einer gesunden Entwicklung der Jugend, wobei die moralischen und ethischen Grundsätze des Sports beachtet werden.

<sup>2</sup> Es umfasst Bestimmungen zum Vollzug der Bundesgesetzgebung über die Förderung von Sport und Bewegung; der obligatorische Schulsport ist ausgenommen.

###### Art. 2 Subsidiarität des staatlichen Handelns auf Kantons- und Gemeindeebene

Der Staat und die Gemeinden fördern und unterstützen die sportlichen Aktivitäten der Bevölkerung im Rahmen dieses Gesetzes, soweit diese Aufgabe nicht vom Bund oder von Dritten übernommen wird.



**Art. 3** Respect des valeurs éthiques et de la sécurité dans le sport

<sup>1</sup> L'Etat et les communes s'engagent en faveur du respect de l'éthique et de la sécurité dans le sport; ils luttent à cet effet contre les dérives du sport.

<sup>2</sup> Ils collaborent avec la Confédération et les organisations sportives et subordonnent les aides financières destinées aux associations et clubs sportifs à leurs propres actions en faveur de l'éthique et de la sécurité dans le sport.

## CHAPITRE 2

### Promotion des activités sportives

**Art. 4** Sport scolaire  
a) Sport scolaire obligatoire

L'exécution de la législation fédérale relative à l'enseignement obligatoire de l'éducation physique ressortit aux plans d'études prévus par la législation scolaire.

**Art. 5** b) Sport scolaire facultatif

<sup>1</sup> L'Etat et les communes peuvent, pendant les semaines d'enseignement mais en dehors des heures de classe, organiser le sport scolaire facultatif.

<sup>2</sup> Ils peuvent subventionner les indemnités versées aux moniteurs et monitrices du sport scolaire facultatif. Le Conseil d'Etat édicte les prescriptions nécessaires.

**Art. 6** Sport de loisirs

<sup>1</sup> L'Etat encourage, par ses conseils et par l'information, les organisations sportives qui proposent des activités sportives de loisirs.

<sup>2</sup> L'Etat et les communes mettent leurs infrastructures sportives à la disposition des organisations actives dans le sport de loisirs. Un émolument peut être prélevé pour les frais de personnel et d'utilisation.

<sup>3</sup> L'Etat favorise la création d'espaces de sport de loisirs, dans le respect des règles du droit de l'aménagement du territoire et de l'environnement.

**Art. 7** Sport de performance

<sup>1</sup> L'Etat soutient la relève dans le sport de performance, prioritairement par les mesures prévues par la législation scolaire.

**Art. 3** Achtung der Fairness und der Sicherheit im Sport

<sup>1</sup> Der Staat und die Gemeinden treten für die Einhaltung von Fairness und Sicherheit im Sport ein und bekämpfen unerwünschte Begleiterscheinungen des Sports.

<sup>2</sup> Sie arbeiten mit Bund und Sportorganisationen zusammen. Finanzhilfen an Vereine und Sportklubs machen sie von deren Anstrengungen zugunsten des fairen und sicheren Sports abhängig.

## 2. KAPITEL

### Förderung sportlicher Aktivitäten

**Art. 4** Schulsport  
a) Obligatorischer Schulsport

Die Bundesgesetzgebung über den obligatorischen Sportunterricht wird über die in der Schulgesetzgebung vorgesehenen Lehrpläne umgesetzt.

**Art. 5** b) Freiwilliger Schulsport

<sup>1</sup> Der Staat und die Gemeinden können während der Unterrichtswochen, jedoch ausserhalb der Unterrichtszeit, freiwilligen Schulsport durchführen.

<sup>2</sup> Sie können sich an den Kosten für die Entschädigungen der Kursleiterinnen und Kursleiter für den freiwilligen Schulsport beteiligen. Der Staatsrat erlässt die entsprechenden Vorschriften.

**Art. 6** Freizeitsport

<sup>1</sup> Der Staat unterstützt Sportorganisationen, die Freizeitsportaktivitäten anbieten, mit Beratung und Information.

<sup>2</sup> Der Staat und die Gemeinden stellen ihre Sportanlagen den im Freizeitsport tätigen Organisationen zur Verfügung. Für Personal- und Betriebskosten können sie eine Gebühr erheben.

<sup>3</sup> Der Staat fördert die Schaffung von Freizeitsportanlagen, wobei er raumplanungs- und umweltrechtlichen Auflagen Rechnung trägt.

**Art. 7** Leistungssport

<sup>1</sup> Der Staat unterstützt den leistungsorientierten Nachwuchssport vorrangig mit den in der Schulgesetzgebung vorgesehenen Massnahmen.

<sup>2</sup> Il peut aussi, lorsque les circonstances le justifient, contribuer aux frais d'écologie dans un autre canton en faveur des jeunes sportifs et sportives qui appartiennent à un cadre régional ou national et/ou à une équipe de l'élite nationale et qui sont domiciliés dans le canton depuis deux ans. Le Conseil d'Etat fixe les conditions d'octroi d'une aide financière.

#### **Art. 8** Infrastructures sportives

<sup>1</sup> L'Etat soutient en priorité la construction d'infrastructures sportives destinées au sport scolaire. Il peut également soutenir la construction d'installations sportives de niveaux cantonal et national destinées au sport de loisirs et/ou au sport de performance.

<sup>2</sup> L'Etat veille à une répartition optimale des infrastructures sportives en fonction des besoins et sur la base du concept cantonal du sport. A cette fin, il dresse un inventaire des installations sportives.

#### **Art. 9** Manifestations sportives

<sup>1</sup> L'Etat peut soutenir les manifestations sportives d'importance intercantonale, nationale ou internationale. Ce soutien est accordé sous la forme de prestations logistiques, notamment par la fourniture d'infrastructures.

<sup>2</sup> L'Etat peut accorder un soutien financier aux organisations sportives qui mettent sur pied des manifestations d'importance intercantonale, nationale ou internationale.

<sup>3</sup> Le Conseil d'Etat fixe les conditions d'octroi d'un soutien logistique ou financier.

### **CHAPITRE 3**

#### **Moyens**

#### **Art. 10** Fonds cantonal du sport

<sup>1</sup> Un Fonds cantonal du sport (ci-après: le Fonds) est constitué.

<sup>2</sup> Le Fonds a pour buts:

- a) de promouvoir la relève dans le sport de performance aux conditions prévues à l'article 7;
- b) de promouvoir les manifestations sportives au sens de l'article 9;
- c) de financer le prix cantonal du sport prévu à l'article 11;

<sup>2</sup> Wenn die Umstände es rechtfertigen, kann er auch für junge Nachwuchssportlerinnen und Nachwuchssportler, die einem regionalen oder nationalen Kader oder einer Nationalmannschaft angehören und ihren Wohnsitz seit mindestens zwei Jahren im Kanton haben, Beiträge an die Schulgelder für den ausserkantonalen Schulbesuch leisten. Der Staatsrat legt die Voraussetzungen für die Gewährung der Beiträge fest.

#### **Art. 8** Sportinfrastruktur

<sup>1</sup> Der Staat unterstützt in erster Linie den Bau von Sportanlagen für den Schulsport. Er kann auch den Bau von Sportanlagen von kantonaler und nationaler Bedeutung für den Freizeit- und/oder den Leistungssport unterstützen.

<sup>2</sup> Der Staat sorgt für eine optimale, bedarfsgerechte Verteilung der Sportinfrastrukturen auf der Grundlage des kantonalen Sportkonzepts. Zu diesem Zweck erstellt er ein Inventar der Sportanlagen.

#### **Art. 9** Sportveranstaltungen

<sup>1</sup> Der Staat kann Sportveranstaltungen von kantonsübergreifender, nationaler oder internationaler Bedeutung unterstützen. Diese Unterstützung erfolgt in Form von logistischen Leistungen, insbesondere durch die Bereitstellung von Infrastruktureinrichtungen.

<sup>2</sup> Der Staat kann Sportorganisationen, die Veranstaltungen von kantonsübergreifender, nationaler oder internationaler Bedeutung organisieren, finanziell unterstützen.

<sup>3</sup> Der Staatsrat legt die Voraussetzungen für die Gewährung einer logistischen oder finanziellen Unterstützung fest.

### **3. KAPITEL**

#### **Mittel**

#### **Art. 10** Kantonaler Sportfonds

<sup>1</sup> Es wird ein kantonaler Sportfonds (der Fonds) eingerichtet.

<sup>2</sup> Der Fonds dient folgenden Zwecken:

- a) Förderung des leistungsorientierten Nachwuchssports unter den Voraussetzungen nach Artikel 7;
- b) Förderung von Sportveranstaltungen im Sinne von Artikel 9;
- c) Finanzierung des kantonalen Sportpreises nach Artikel 11;

d) de promouvoir le sport dans des domaines qui n'entrent pas dans le cadre du mouvement Jeunesse et Sport ou qui ne sont pas, ou de manière insuffisante, couverts par les dons et subventions provenant des loteries.

<sup>3</sup> Le Fonds est alimenté par:

- a) les montants prévus au budget de la Direction compétente en matière de sport (ci-après: la Direction);
- b) les legs, dons et libéralités consentis en sa faveur;
- c) le produit de la fortune du Fonds;
- d) toutes les autres ressources qui peuvent lui être affectées.

<sup>4</sup> La Direction fixe les modalités d'octroi des aides financières et décide de l'utilisation du Fonds. Toutefois, l'attribution d'un montant supérieur à 50 000 francs relève de la compétence du Conseil d'Etat.

#### **Art. 11** Prix sportif

L'Etat peut attribuer un prix à une personne ou à une institution qui s'est distinguée, de façon particulièrement méritoire, par son engagement pour la promotion du sport dans le canton. Il peut également décerner un prix d'encouragement à un jeune espoir sportif, afin de l'aider à persévérer dans la pratique de son sport.

#### **Art. 12** Concept cantonal du sport

Le Conseil d'Etat établit un concept cantonal du sport. Celui-ci définit les priorités et assure la coordination des efforts des collectivités publiques et des organisations sportives en matière de promotion des activités et des infrastructures sportives.

### **CHAPITRE 4**

#### **Organisation**

##### **Art. 13** Conseil d'Etat

<sup>1</sup> Le Conseil d'Etat exerce la haute surveillance dans le domaine de la promotion des activités sportives, dont il définit la politique générale.

<sup>2</sup> Il est chargé notamment:

- a) d'adopter le concept cantonal du sport;
- b) de décider l'octroi, par le biais du Fonds, d'aides financières supérieures à 50 000 francs;

d) Förderung des Sports in den Bereichen, die nicht in den Rahmen von Jugend und Sport fallen oder deren Finanzierung durch Zuwendungen oder Beiträge der Lotterien nicht oder ungenügend abgedeckt sind.

<sup>3</sup> Der Fonds wird geäufnet durch:

- a) die im Voranschlag der für den Sport zuständigen Direktion (die Direktion) vorgesehenen Beträge;
- b) die Vermächtnisse, Schenkungen und Zuwendungen zu seinen Gunsten;
- c) den Ertrag aus dem Fondsvermögen;
- d) alle weiteren Mittel, die ihm zugewiesen werden.

<sup>4</sup> Die Direktion legt die Voraussetzungen für die Gewährung von Finanzhilfen fest und entscheidet über die Verwendung der Fondsmittel. Über Beträge von mehr als 50 000 Franken entscheidet jedoch der Staatsrat.

#### **Art. 11** Sportpreis

Der Staat kann Personen oder Institutionen, die sich besonders verdienstvoll für die Sportförderung im Kanton eingesetzt haben, einen Preis verleihen. Er kann zudem jungen Sportlerinnen und Sportlern, die zu den Hoffnungsträgern in ihrem Sport gehören, einen Förderpreis verleihen, um sie in der Ausübung ihrer Sportart zu unterstützen.

#### **Art. 12** Kantonales Sportkonzept

Der Staatsrat erarbeitet ein kantonales Sportkonzept. Er legt darin die Prioritäten fest und stellt sicher, dass die Anstrengungen der öffentlichen Hand und der Sportorganisationen im Bereich der Förderung von Sportaktivitäten und Sportanlagen koordiniert werden.

### **4. KAPITEL**

#### **Organisation**

##### **Art. 13** Staatsrat

<sup>1</sup> Der Staatsrat übt die Oberaufsicht im Bereich der Förderung der Sportaktivitäten aus und legt diesbezüglich die allgemeinen politischen Leitlinien fest.

<sup>2</sup> Er hat insbesondere folgende Aufgaben:

- a) Er verabschiedet das kantonale Sportkonzept.
- b) Er entscheidet über Unterstützungsbeiträge aus dem Fonds, die 50 000 Franken übersteigen.

- c) d'arrêter l'organisation et le fonctionnement de la Commission cantonale du sport et de l'éducation physique, dont il nomme le président ou la présidente, le vice-président ou la vice-présidente ainsi que les autres membres;
- d) d'édicter les dispositions d'application dans un règlement d'exécution.

**Art. 14** Direction compétente en matière de sport

<sup>1</sup> La Direction veille à l'application de la présente loi et exerce toutes les compétences qui ne sont pas attribuées à une autre autorité ou unité administrative. Elle dispose, à cette fin, d'un service chargé du sport (ci-après: le Service).

<sup>2</sup> Elle a notamment les attributions suivantes:

- a) elle traite, au sein de l'Etat, l'ensemble des questions relevant de la promotion des activités sportives;
- b) elle met en œuvre la politique générale de promotion des activités sportives;
- c) elle décide l'octroi, par le biais du Fonds, d'aides financières inférieures à 50 000 francs;
- d) elle veille au respect du concept cantonal du sport;
- e) elle assure le lien entre l'Etat et les organisations sportives (clubs, fédérations, associations), la Confédération et les communes.

**Art. 15** Commission cantonale du sport et de l'éducation physique  
a) Composition

<sup>1</sup> La Commission cantonale du sport et de l'éducation physique (ci-après: la Commission) est composée d'un président ou d'une présidente, d'un vice-président ou d'une vice-présidente et de sept autres membres, nommés par le Conseil d'Etat. Le conseiller d'Etat-Directeur ou la conseillère d'Etat-Directrice, ou la personne qu'il ou elle a désignée, peut assister aux séances avec voix consultative.

<sup>2</sup> Les milieux du sport populaire et du sport de performance, les milieux scientifiques liés au sport ainsi que les communes y sont équitablement représentés, notamment l'organisation faîtière cantonale des associations sportives avec quatre membres.

**Art. 16** b) Attributions

<sup>1</sup> La Commission est un organe consultatif de la Direction.

- c) Er bestimmt die Organisation und die Arbeitsweise der kantonalen Sportkommission und ernennt deren Präsidentin oder Präsidenten, Vizepräsidentin oder Vizepräsidenten und die weiteren Mitglieder.
- d) Er erlässt die Anwendungsbestimmungen in einem Ausführungsreglement.

**Art. 14** Für den Sport zuständige Direktion

<sup>1</sup> Die Direktion sorgt für die Umsetzung dieses Gesetzes und übt alle Befugnisse aus, die keiner anderen Behörde oder Verwaltungseinheit zugewiesen sind. Ihr steht zu diesem Zweck ein Amt zur Verfügung, das sich für die Belange des Sports einsetzt (das Amt).

<sup>2</sup> Sie hat insbesondere folgende Befugnisse:

- a) Sie behandelt auf Kantonsebene sämtliche Fragen im Zusammenhang mit der Förderung sportlicher Aktivitäten.
- b) Sie setzt die allgemeinen politischen Leitlinien zur Förderung sportlicher Aktivitäten um.
- c) Sie entscheidet über Beiträge aus dem Fonds bis zu 50 000 Franken.
- d) Sie sorgt für die Einhaltung des kantonalen Sportkonzepts.
- e) Sie stellt die Verbindung zwischen dem Staat und den Sportorganisationen (Klubs, Verbänden, Vereinen) sowie dem Bund und den Gemeinden sicher.

**Art. 15** Kantonale Sportkommission  
a) Zusammensetzung

<sup>1</sup> Die kantonale Sportkommission (die Kommission) wird gebildet aus einer Präsidentin oder einem Präsidenten, einer Vizepräsidentin oder einem Vizepräsidenten und sieben weiteren Mitgliedern. Alle Mitglieder der Kommission werden vom Staatsrat ernannt. Die Vorsteherin oder der Vorsteher der Direktion oder eine von ihr oder ihm bezeichnete Person kann mit beratender Stimme an den Sitzungen teilnehmen.

<sup>2</sup> Breitensport, Leistungssport, Sportwissenschaft und die Gemeinden sind darin angemessen vertreten, so namentlich die kantonale Dachorganisation der Sportverbände mit vier Mitgliedern.

**Art. 16** b) Befugnisse

<sup>1</sup> Die Kommission ist ein beratendes Organ der Direktion.



<sup>2</sup> Elle est consultée sur les questions de politique sportive et de subventionnement soumises au Conseil d'Etat. Elle donne également son préavis sur l'attribution du prix sportif.

<sup>3</sup> A la requête de la Direction, la Commission peut aussi être appelée à se prononcer sur d'autres objets, notamment des projets de constructions et d'installations destinées au sport.

#### **Art. 17** Mouvement Jeunesse et Sport

<sup>1</sup> Le mouvement Jeunesse et Sport est dirigé par le Service. Celui-ci exerce les attributions conférées aux cantons par la législation fédérale.

<sup>2</sup> En particulier, le Service organise les cours et camps cantonaux de formation.

### **CHAPITRE 5**

#### **Voies de droit**

#### **Art. 18**

<sup>1</sup> Les décisions prises en application de la présente loi sont sujettes à recours conformément au code de procédure et de juridiction administrative.

<sup>2</sup> Toutefois, les décisions portant sur des subventions sont sujettes à réclamation auprès de l'autorité qui a statué, dans les dix jours dès leur communication.

<sup>3</sup> La réclamation est écrite; elle contient une brève indication des motifs et des conclusions.

### **CHAPITRE 6**

#### **Disposition finale**

#### **Art. 19**

<sup>1</sup> La présente loi est soumise au referendum législatif. Elle n'est pas soumise au referendum financier.

<sup>2</sup> Elle entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2011.

<sup>2</sup> Sie wird zu Fragen der Sportpolitik und Subventionierung, die dem Staatsrat unterbreitet werden, konsultiert. Sie gibt zudem ihre Empfehlung zur Verleihung des Sportpreises ab.

<sup>3</sup> Auf Wunsch der Direktion kann die Kommission auch eingeladen werden, zu anderen Fragen, insbesondere zu geplanten Sportbauten oder Sportanlagen, Stellung zu nehmen.

#### **Art. 17** Jugend und Sport

<sup>1</sup> Das Programm Jugend und Sport wird vom Amt geleitet. Dieses übt die Befugnisse aus, die die Bundesgesetzgebung den Kantonen zuweist.

<sup>2</sup> Insbesondere organisiert das Amt die kantonalen Ausbildungskurse und -lager.

### **5. KAPITEL**

#### **Rechtsmittel**

#### **Art. 18**

<sup>1</sup> Die in Anwendung dieses Gesetzes getroffenen Entscheide können mit Beschwerde nach dem Gesetz über die Verwaltungsrechtspflege angefochten werden.

<sup>2</sup> Gegen Subventionsentscheide kann innert zehn Tagen nach Mitteilung bei der Behörde, die sie erlassen hat, Einsprache erhoben werden.

<sup>3</sup> Die Einsprache muss schriftlich erfolgen. Sie muss eine kurze Angabe der Gründe und Rechtsbegehren enthalten.

### **6. KAPITEL**

#### **Schlussbestimmung**

#### **Art. 19**

<sup>1</sup> Dieses Gesetz untersteht dem Gesetzesreferendum. Es untersteht nicht dem Finanzreferendum.

<sup>2</sup> Es tritt am 1. Januar 2011 in Kraft.